

LE LIBRE- ÉCHANGE ET LA DÉPOPULATION DE LA FRANCE

Alfred Sudre



Twin Cities Campus



LE
LIBRE-ÉCHANGE

— — ET LA
DÉPOPULATION DE LA FRANCE

PAR
M. ALFRED SUDRE

PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

—
1879

THE LIBRARY



CLASS 337.1

BOOK Su23

205
66 2/1

LE
LIBRE-ÉCHANGE
ET LA
DÉPOPULATION DE LA FRANCE

PARIS

TYPOGRAPHIE GEORGES CHAMEROT

19, rue des Saints-Pères, 19

LE
LIBRE-ÉCHANGE

ET LA
DÉPOPULATION DE LA FRANCE

. PAR
M. ALFRED SUDRE



PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

—
1879

Tous droits réservés.

337.1
5423

AVANT-PROPOS

Au mois d'août 1876, un éminent agronome, un savant économiste, M. Léonce de Lavergne, membre de l'Institut, sénateur, signalait, dans une lettre adressée au journal l'*Économiste français*, l'état stationnaire de notre population et faisait ressortir le douloureux contraste qu'il présente avec le rapide accroissement des nations voisines. « Le public français, ajoutait-il, « paraît avoir pris son parti de la réduction de la population comme de l'accroissement du budget, deux « faits qui ne sont peut-être pas aussi étrangers l'un « à l'autre qu'ils en ont l'air. Cette insouciance doit « avoir un terme. Il y va de l'existence même de notre « nation, car il n'y a pas, comme le disait déjà Rous- « seau au xviii^e siècle, de pire disette pour un État « que celle des hommes. Pendant que nous restons « stationnaires ou que nous reculons, l'Angleterre et « l'Allemagne s'accroissent chacune de plus de quatre « cent mille âmes par an, ce qui fait 4 millions en dix « ans. »

899551

M. de Lavergne provoquait donc une enquête sur les causes de ce mal chronique, déjà signalé par lui vingt ans auparavant dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} avril 1857. Il aurait pu développer de nombreuses et bien graves considérations à l'appui de sa patriotique proposition. Que l'on ne s'y trompe pas, en effet ; la cause générale des profonds changements survenus en Europe depuis quinze ans, de nos effroyables désastres, c'est l'énorme infériorité du développement de notre population, comparativement à celle de nos voisins qui, continuée pendant soixante ans, a complètement renversé à notre détriment la balance des forces en Europe, telle que l'avaient fixée les traités de 1815, déjà si désastreux pour notre puissance. Tandis que de 1815 à 1866 notre population ne s'est augmentée que de 37 p. 100, celle de la Prusse et de l'Allemagne du Nord a presque triplé, la Prusse seule ayant passé de 6 millions d'âmes à 15 millions. C'est cet accroissement si rapide qui a rendu possibles Sadowa et la réunion de ces énormes contingents qui ont écrasé nos armées sous Metz, Sedan et Paris. Si la population prussienne ne s'était accrue que dans la même proportion que la nôtre et était simplement passée de 6 millions à 8 et demi, croit-on que la Prusse, même avec l'alliance de l'Italie, eût osé affronter l'Autriche et la Confédération germanique ? Et si la population française s'était développée dans la même proportion que celle de la Prusse, c'est-à-dire était passée de 27 millions à 67, croit-on que M. de Bismarck eût jeté le défi à l'empire de Napoléon III par le trop fa-

meux télégramme du 13 juillet 1870? Une nombreuse population est donc l'élément fondamental de la puissance d'une nation, la garantie la plus sûre de son indépendance, de sa sécurité et du respect qu'elle inspire à ses rivales.

L'Angleterre nous présente une progression non moins remarquable que celle de la Prusse. En 1801, l'Angleterre propre et le pays de Galles possédaient 8,872,000 habitants. Le recensement de 1871 en a constaté 22,704,000. C'est une augmentation de 155 p. 100 en soixante-dix ans. En admettant que la France possédât 24 millions d'habitants en 1801, elle aurait dû être passée au chiffre de 62 millions en 1871, pour suivre la même progression que l'Angleterre.

Enfin la Russie d'Europe, qui n'atteignait pas 30 millions d'habitants en 1815, en possède 70 millions aujourd'hui, sans compter ses vastes acquisitions asiatiques.

On voit par là combien M. Léonce de Lavergne avait raison de pousser un cri d'alarme à l'aspect de la déplorable stagnation de notre population, stagnation qui est de nature à inspirer bien des doutes sur la réalité du prétendu enrichissement de la France, que célèbrent à l'envi nos publications officielles et nos journaux.

En présence d'une situation si grave, c'est un impérieux devoir pour les grands pouvoirs publics d'écarter toute mesure qui pourrait exercer une action répressive sur le développement de la population française. Or, tel serait tout nouveau pas fait dans la voie du

libre-échange, comme nous le démontrons dans la suite de cet écrit.

Les patriotiques inquiétudes de M. de Lavergne ont paru sentir quelque peu l'hérésie aux représentants de l'orthodoxie économique, tout imbus des doctrines de Malthus et de Ricardo sur la population et sur le produit net. Ricardo déclarait hautement que, pourvu que le produit net de l'Angleterre augmentât, peu importait à ses yeux que ce résultat fût obtenu par 8 millions ou par 15 millions d'Anglais. A quoi Sismondi répondait spirituellement qu'il valait pourtant mieux que la population se composât d'hommes et de femmes que de machines à vapeur, et que l'idéal de Ricardo serait un état de choses où le roi d'Angleterre exécuterait seul toute la besogne agricole et industrielle du pays en tournant une manivelle, pour le plus grand accroissement du produit net. L'école de Ricardo, qui domine parmi nos économistes contemporains, s'inquiète peu du développement de la population et le redoute plus qu'elle ne le désire. Le but qu'elle poursuit par sa doctrine du libre-échange absolu, c'est non pas d'obtenir sur un territoire donné la plus grande somme de produits et la plus nombreuse population, mais de réaliser le plus fort quotient relatif de production pour le moindre nombre d'hommes possible. Elle méconnaît cette vérité : que les hommes sont la première des richesses et la source de toutes les autres, et que mieux vaut pour une nation posséder une population nombreuse, menant une vie laborieuse et frugale, qu'une population restreinte entretenant

dans l'opulence un petit nombre de nababs. Malheur aux nations trop riches et surtout qui se vantent trop de leur richesse réelle ou imaginaire! Elles sont la proie prédestinée des peuples plus pauvres, plus nombreux, plus guerriers. Telle est la constante leçon de l'histoire, et nous devons savoir ce qu'il en coûte pour l'avoir méconnue.

Les questions de fait et de chiffres que soulèvent la fixation d'un nouveau tarif de douanes et la résiliation définitive ou le renouvellement des traités de commerce, ont été traitées avec supériorité dans les enquêtes parlementaires par nos plus éminents chefs d'industrie, dans la presse quotidienne par le petit nombre de publicistes qui ne se sont pas laissé séduire par la décevante invocation du principe de liberté, dans la haute polémique par quelques écrivains instruits et clairvoyants, parmi lesquels mérite d'être cité en première ligne M. E. Fauconnier, pour son savant écrit intitulé : *Protection et Libre-échange*. Sur la comparaison des conditions naturelles et fiscales des principales industries, des prix de revient, sur la balance des importations et des exportations avant et depuis les traités de commerce, sur l'importance relative de la production et de la consommation intérieure et du commerce extérieur, la lumière a été pleinement faite, et les libre-échangistes n'ont pas même essayé de répondre. Ils se sont bornés à répéter leurs généralités ordinaires sur la liberté, la concurrence, le bon marché, à invoquer les grands principes de la science et les vérités théoriques dont ils se donnent pour les dé-

positaires. Il nous a paru que, même après les excellents travaux que nous venons de rappeler, il y avait une tâche utile à remplir : c'est d'attaquer corps à corps la doctrine du libre-échange dans le domaine de la théorie, de faire voir qu'elle invoque à tort le grand mot de liberté; qu'elle ne constitue pas une vérité scientifique générale et absolue; qu'elle n'est vraie et avantageuse que dans certains cas exceptionnels; qu'elle est fausse et funeste pour les sociétés qui ne réunissent pas ces conditions particulières; enfin, que son application complète à la France aurait pour effet inévitable la diminution de la somme totale des produits créés annuellement, le dépérissement d'une population déjà trop réduite, l'aggravation du fardeau des impôts et peut-être l'impossibilité de continuer à supporter les charges écrasantes du passé.

Tel est l'objet du présent écrit.

28 mai 1879.

LE LIBRE-ÉCHANGE

ET LA DÉPOPULATION DE LA FRANCE

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION DE DROIT ET D'ÉQUITÉ

SOMMAIRE

Doctrines en présence. — La liberté invoquée à tort. — Influence de l'impôt sur les prix. — Effets de l'immunité des produits étrangers. — Lésion du Trésor public. — Bénéfice illusoire du consommateur. — Ruine du producteur. — Les traités de commerce et le libre-échange absolu condamnés par J.-B. Say.

Jamais les grands pouvoirs publics ne furent appelés à prendre des résolutions plus graves que celles qui vont déterminer pour de longues années le régime douanier de la France. Prospérité ou ruine de nombreuses et importantes industries, développement ou arrêt de l'agriculture, progrès ou rétrogradation de la richesse nationale : telles seront les conséquences des mesures adoptées. La paix sociale elle-même peut être compromise, car la baisse des salaires, les chômages d'usine, les grèves font naître

chez les masses ouvrières une irritation qui se traduit trop souvent par des émeutes et des excès. Les historiens de la Révolution française s'accordent à constater la funeste influence qu'exerça sur les populations de la Normandie et du Nord la crise industrielle produite par le traité de commerce conclu avec l'Angleterre en 1786. Ce fut la misère, bien plus que la passion politique, qui produisit les troubles dont ces régions furent le théâtre sous la première Assemblée constituante. Après les terribles épreuves que nous venons de subir, combien ne doit-on pas apporter de prudence et de maturité dans les décisions qui peuvent déchaîner de semblables orages!

Il convient donc de soumettre à un contrôle rigoureux les faits et les doctrines économiques, de reviser les théories les plus accréditées, et de n'accepter comme règle de conduite que l'intérêt démontré de la nation. L'économie politique est loin d'être une science achevée et certaine dans ses déductions, de l'aveu même de quelques-uns de ses plus savants adeptes (1). Elle a commis à son origine de graves erreurs qui ont produit dans le domaine des faits de terribles conséquences. Ses fondateurs en France, Quesnay et ses disciples, connus sous le nom de physiocrates, accréditèrent pendant quarante ans l'idée que l'agriculture seule était réellement productive, et qu'il ne devait y avoir d'autres taxes que l'impôt direct assis sur les propriétaires fonciers. Imbues de cette doctrine, l'Assemblée constituante et la Législative décrétèrent l'abolition des impôts indirects et consommèrent la banqueroute de la France. La fausseté de la théorie des physiocrates a été depuis universellement reconnue. Qui sait si certaines conceptions économiques proclamées aujourd'hui comme des vérités indiscutables n'auront pas un jour le même sort?

(1) Voir notamment l'article *Économie politique* de Charles Coquelin, dans le *Dictionnaire de l'Économie politique*, publié par la librairie Guillaumin.

C'est sous l'influence de ces considérations que nous allons aborder l'examen critique des idées relatives à la législation commerciale qui convient à la France.

I

Deux doctrines sont de longue date en présence sur la question du régime douanier. L'une, dite du libre-échange, pousse à la réduction de plus en plus prononcée des droits d'entrée sur les produits étrangers, et finalement à leur entière suppression. Elle invoque le droit naturel qui appartient, selon elle, aux consommateurs de s'approvisionner au meilleur marché possible, la liberté de l'échange comme corollaire du principe général de la liberté du travail. Elle prétend se poser ainsi sur le terrain de la justice absolue, de la science irréfutable, et se concilier la faveur qui s'attache aux idées de liberté et de franchise d'impôts.

La doctrine opposée, désignée assez improprement par le titre de protectionnisme, pose en principe que chaque nation a le droit et le devoir d'assurer à ses membres la plus grande somme possible de travail et de moyens d'existence, de faire vivre et prospérer sur son sol le plus grand nombre d'industries. De ce principe on tirait autrefois cette conclusion, que les produits étrangers similaires à ceux de quelque industrie nationale devaient être absolument interdits à l'entrée, ou frappés de droits tellement élevés qu'ils en rendissent l'introduction impossible, autrement qu'à titre de fantaisie coûteuse et exceptionnelle. De là le système prohibitif, avec son cortège oppressif de visites corporelles à la frontière, de visites domiciliaires et de recherche des marchandises prohibées à l'intérieur, d'amendes, de pénalités, etc...

Un tel régime était manifestement vexatoire et attentatoire à la liberté. Interdire absolument aux nationaux la

faculté de s'approvisionner de produits étrangers qu'ils préfèrent aux produits indigènes est un acte despotique, arbitraire, une restriction notable des droits naturels de chacun. Il justifiait les reproches et les arguments de la doctrine opposée; et, tant qu'il a régné, on a pu à bon droit réclamer, au nom de la liberté commerciale, contre les excès de la prohibition.

En effaçant de notre législation douanière les prohibitions et les droits prohibitifs, les traités de 1860 ont rendu un véritable service, que nous n'entendons pas méconnaître. Depuis lors, le système de la prohibition a été universellement abandonné, et nul ne pense à y revenir. Mais il n'en est pas de même du principe dont ce système était une application abusive et exagérée, principe qui, sous le titre de défense du travail national, protection de l'industrie indigène, proclame la nécessité de droits suffisamment élevés à l'introduction des marchandises étrangères, surtout de celles dont les similaires sont produits à l'intérieur. Parmi les défenseurs de ce principe, les plus déterminés soutiennent que les droits de douane doivent être calculés de manière à défendre les produits indigènes contre la trop vive concurrence des similaires étrangers; les plus modérés demandent que ces droits compensent au moins les charges fiscales dont sont grevés les produits indigènes. On peut donc distinguer deux nuances parmi les défenseurs des droits de douane : les uns professant hautement la protection des industries nationales, les autres réclamant seulement la compensation des charges fiscales.

Si la doctrine protectionniste a fait ainsi une large concession par l'abandon du système prohibitif, il n'en est pas de même de celle du libre-échange. Celle-ci a maintenu intégralement son principe, comme une vérité scientifique absolue. Elle propose toujours pour but final à poursuivre la franchise complète des produits étrangers à l'im-

portation, et ne considère la conservation de tarifs même réduits que comme un expédient provisoire destiné à faciliter la transition d'un régime à l'autre.

Maîtresse des principaux organes de la publicité, dominante dans les académies, soutenue par un parti politique encore puissant, cette doctrine est parvenue à séduire un grand nombre d'esprits, et surtout ceux qui, manquant de temps ou d'études préalables pour approfondir la question, se laissent prendre aux grands mots de liberté, d'égalité devant l'impôt, de vie à bon marché. Ses défenseurs se sont proclamés avec tant de confiance en possession d'une vérité absolue, ils ont prodigué si libéralement à leurs adversaires les imputations d'ignorance, d'incapacité, d'égoïsme intéressé, que les victimes mêmes des applications précipitées de la doctrine du libre-échange n'osaient plus la contester en théorie, et se bornaient à réclamer des délais et des tempéraments.

Cependant une crise économique d'une profondeur et d'une durée inouïes jusqu'ici est venue frapper les pays les plus industriels de l'Europe occidentale, et surtout ceux qui, comme l'Angleterre et l'Allemagne, avaient le plus largement sacrifié à la théorie régnante par l'abaissement ou la suppression des impôts douaniers. La France est aussi atteinte, et plusieurs de ses industries se débattent sous les étreintes de la concurrence anglaise et allemande. Son agriculture même est menacée par l'offre surabondante des produits alimentaires d'Amérique et d'Australie, et l'on peut craindre de voir les deux branches essentielles de la production nationale s'effondrer dans la ruine où a déjà presque complètement sombré notre marine commerciale. C'est au milieu de cette crise que sont venus à expiration la plupart des traités de commerce conclus par l'empire, et que se sont posées les graves questions de leur renouvellement ou de leur rupture définitive, et de la fixation d'un nouveau tarif douanier.

Rendons cette justice aux grands pouvoirs parlementaires, que jamais la solution de ces questions ne fut préparée par des enquêtes aussi sérieuses, aussi loyales et aussi approfondies que celles qui ont eu lieu devant la commission du Sénat chargée de rechercher la cause de la crise industrielle et devant la commission du tarif instituée par la Chambre des députés. Ces enquêtes ont établi avec évidence que les souffrances de l'industrie française ne doivent être attribués ni à l'insuffisance de son outillage, ni à un développement exagéré de la production, mais que la cause en doit être cherchée surtout dans l'accroissement des importations de l'étranger, et dans l'action déprimante exercée sur les prix par la menace constante d'importations plus considérables encore de marchandises livrées au-dessous des prix de revient. Elles ont démontré que certaines industries françaises de premier ordre se trouvent placées à l'égard de leurs concurrentes dans des conditions d'infériorité qui, sans être très considérables, suffiraient néanmoins pour amener leur ruine totale, si elles n'étaient pas défendues par des droits compensateurs, surtout en temps de crise, contre la concurrence des produits similaires étrangers. Parmi ces conditions d'infériorité figurent au premier rang le prix plus élevé du combustible minéral, dû à la moindre richesse, à la difficulté d'exploitation et à la situation méditerranéenne de nos bassins houillers ; l'éloignement des gisements de minerai de fer ; la grandeur des distances à parcourir ; l'insuffisance de la navigation intérieure ; l'élévation des tarifs de chemins de fer ; enfin les charges énormes, écrasantes, que les impôts font peser soit directement, soit indirectement, sur la production, surtout depuis nos effroyables désastres.

La conclusion qui ressort de ces enquêtes pour tout esprit que ne domine pas une théorie préconçue, c'est que, si l'on ne veut pas sacrifier certaines branches de production essentielles et vitales, telles que la métallurgie et

la plupart des industries textiles, il convient non-seulement de maintenir les tarifs douaniers tels qu'ils avaient été établis par les derniers traités, mais encore de les relever sur beaucoup de points. L'ensemble des faits économiques, qui s'accomplissent dans le reste du monde, semble dicter impérieusement une telle solution. Depuis plusieurs années, la grande république américaine, si souvent citée parmi nous comme le modèle de toutes les libertés, a répudié le libre-échange et promulgué un tarif équivalant à la prohibition. La Russie, en exigeant le paiement en or des droits de douane, a relevé de fait ses tarifs de 30 à 40 p. 100. L'Autriche, l'Italie, l'Espagne, la Suisse elle-même, entrent dans la même voie, et l'Allemagne, sous la direction de son tout-puissant chancelier, revient résolument au système protecteur. Les grandes colonies anglaises, dotées des libertés parlementaires, l'Australie, le Canada, frappent de droits à l'importation même les produits britanniques. Le Canada va jusqu'à désirer l'union douanière avec la grande république voisine, dont il adopterait le tarif prohibitif. Enfin, l'Angleterre elle-même s'est émue à l'aspect de l'accroissement constant des importations coïncidant avec la diminution des exportations, et, malgré la fameuse théorie libre-échangiste qui veut qu'une nation s'enrichisse d'autant plus qu'elle importe davantage, plusieurs organes de la presse britannique se demandent avec anxiété si le pays pourra longtemps continuer à solder des balances annuelles de 3 milliards et demi de francs, et s'il ne consomme pas son capital.

Cependant l'opinion publique en France est encore incertaine, hésitante. Elle reconnaît les souffrances de nos principales industries, elle s'en émeut et voudrait y trouver un remède; mais, quand on lui propose le seul efficace, le relèvement des droits à l'importation, elle craint de déroger aux grands principes de la science et de porter atteinte à une liberté essentielle.

Les principes! voilà le grand mot auquel notre race française n'est que trop portée à sacrifier les enseignements de l'expérience, et parfois ses plus chers intérêts. C'est en France qu'a été prononcé le mot célèbre : « Périissent les colonies plutôt qu'un principe ! » Les colonies ont péri, et il est encore douteux si le principe auquel elles ont été sacrifiées était alors applicable. C'était aussi un principe, celui du maintien de l'unité religieuse, qui inspirait les persécutions du moyen âge et des temps modernes, et qui nous a coûté trente ans de guerres civiles, la Saint-Barthélemy, les fureurs de la Ligue, l'assassinat du plus grand de nos rois, la révocation de l'édit de Nantes, les dragonnades et la mise hors la loi des protestants. Or ce principe était faux et a dû céder à une notion plus juste, celle de l'inviolabilité de la conscience humaine. De nos jours, nous avons eu le PRINCIPE des nationalités, la LOI des grandes agglomérations, etc... Il nous a conduits à créer au-delà des Alpes, au prix de notre sang et de nos milliards, une grande puissance unitaire, allié incertain, ennemi dangereux, puis à la guerre la plus désastreuse de notre histoire, à la perte de l'Alsace et de la Lorraine, de dix milliards, de notre gloire militaire et de notre rang dans le monde!

Certes, de si terribles exemples, qui ne sont, d'ailleurs, pas les seuls, devraient nous rendre déflants à l'égard des principes, et nous ramener à la politique de l'intérêt national, qui, contenue dans les limites de la justice et de la modération, est toujours le guide le plus sûr. Craignons de sacrifier encore à un prétendu principe ce qui nous reste de prospérité intérieure, nos grandes industries, notre agriculture, et ce développement harmonique de tous nos éléments de production, qui a permis si longtemps à la France de se suffire à elle-même et de s'élever à un haut degré de richesse par la multiplication de ses ressources indigènes.

Avant de courir de si redoutables chances en l'honneur d'un principe, il faut encore s'assurer si ce principe est bien réel, s'il n'est pas dominé et restreint par d'autres principes d'un ordre supérieur. Or, si l'on soumet la doctrine du libre-échange à une analyse rigoureuse, si on la contrôle par les théories les mieux établies de l'économie politique sur l'impôt et sur les éléments du prix des produits, par les données les plus certaines de la science politique, on est amené à reconnaître que ce fameux principe n'est qu'une idée fausse, parée d'une étiquette trompeuse. C'est ce que nous allons démontrer.

II

Commençons par l'étiquette, car c'est à elle surtout que la doctrine a dû son succès. Cette étiquette, c'est la LIBERTÉ. A l'époque où régnait le système prohibitif, elle a pu être légitimement invoquée, car ce système portait une atteinte réelle à la liberté ; mais, dans l'état actuel de la question, la liberté n'est plus en cause, car il ne s'agit plus d'interdire à personne la faculté de s'approvisionner de produits étrangers ; le seul point en litige est de savoir si l'exercice de cette faculté peut et doit, comme celui de tant d'autres, être soumis au paiement d'un certain impôt, et quelle doit être la mesure de cet impôt. MM. les économistes raisonnent ainsi : « Moi, consommateur, j'ai le droit absolu de m'approvisionner au meilleur marché des produits qui me conviennent, et toute entrave apportée à ce droit est une atteinte à ma liberté et à ma propriété. » Mais, avec cette façon de raisonner, il n'est pas une taxe qui ne puisse être battue en brèche et proclamée illégitime. Ainsi, au nom de la liberté des transactions, on réclamera l'abolition de tout droit de mutation sur les ventes immobilières ; au nom de la libre jouissance de l'air et de la lumière, la

suppression de l'impôt des portes et fenêtres; au nom de la liberté du travail, la suppression de l'impôt sur les patentes; au nom de la liberté de locomotion, celle de l'impôt sur les voitures publiques et sur les voyageurs en chemin de fer; au nom de l'inviolabilité de la propriété, l'abolition des droits sur les successions et testaments, de l'impôt foncier et de celui qui frappe les valeurs mobilières; et ainsi de suite. Toute taxe est dans une certaine mesure une entrave à quelque liberté, une atteinte à quelque propriété. Mais, comme aucun État, aucune société humaine ne peut subsister sans impôts, comme les services publics soldés au moyen de ces impôts sont la condition indispensable et la garantie nécessaire de toutes les libertés et de toutes les propriétés, c'est argumenter d'une façon sophistique et abusive que d'invoquer les notions de liberté et de propriété contre tel ou tel de ces impôts.

Au dire des libre-échangistes, c'est violer les droits les plus sacrés, c'est commettre un crime irrémissible que de maintenir des taxes douanières qui peuvent faire payer au consommateur le mètre de calicot 2 centimes plus cher et le kilogramme de fer 3 centimes de plus que s'il s'approvisionnait à l'étranger. Mais, s'il est démontré qu'il y a un grand intérêt social et national à ce que le consommateur subisse ce léger sacrifice; s'il est prouvé, d'ailleurs, que ce sacrifice n'est qu'apparent et qu'il est compensé par d'autres avantages (et c'est ce qui sera établi plus loin), ces plaintes n'ont aucune raison d'être. Certes la société, l'État réclame de l'individu de bien autres sacrifices, pour assurer l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. Sans parler d'une foule d'impôts plus onéreux que les taxes douanières, elle demande à chaque homme quatre ou cinq des plus belles années de sa jeunesse pour le service militaire et, en cas de guerre, elle lui commande de s'exposer aux blessures, aux mutilations et à la mort. Tels sont les droits de toute société politique sur ses mem-

bres, et, sans l'exercice de ces droits, nul État ne saurait subsister.

Il résulte de là que toutes ces invocations à la liberté, au droit de propriété, qui défraient les discours et les publications de l'école dite du libre-échange, ne reposent sur aucun fondement et ne sont que de la déclamation pure, bonne à séduire les naïfs et à dissimuler le véritable caractère de la doctrine. La tendance réelle de celle-ci, sa véritable caractéristique, c'est la suppression d'une des sources de revenus publics les plus anciennes et les plus généralement admises par les États, c'est l'abolition des douanes : en d'autres termes, la *franchise d'impôts au profit des produits étrangers*.

Or cette définition exacte de la doctrine libre-échangiste suffit pour suggérer à l'esprit le moins clairvoyant, une objection fondamentale contre celle-ci, sous la forme de cette question : « Pourquoi les produits étrangers similaires des produits indigènes seraient-ils exempts d'impôts, lorsque ces derniers en sont grevés et souvent accablés ? Cette exemption ne constitue-t-elle pas au profit du produit étranger une faveur abusive, un préjudice pour le Trésor national, une criante injustice à l'égard des producteurs indigènes ? »

S'il est une vérité bien établie en économie politique, c'est que l'impôt forme une partie intégrante du prix de tous les produits et que, dans un État donné, ceux-ci sont d'autant plus chers que la somme des impôts est relativement plus élevée. Une nation ne vivant que de ses produits annuels (sauf le cas exceptionnel où elle consomme son capital), l'impôt n'est et ne peut être qu'un prélèvement sur l'ensemble des produits, et, par conséquent, les producteurs, pour rentrer dans leurs frais, sont obligés de vendre la part de leurs produits qui leur est laissée d'autant plus cher qu'ils ont subi un prélèvement plus considérable. Cela est évident chez les peuples dont l'état social peu avancé ne

comporte que le paiement des impôts en nature. Si, sur 10 hectolitres de blé récoltés par un cultivateur, le fisc en prélève 3, le cultivateur devra, pour rentrer dans ses avances et réaliser son gain normal, retirer des 7 hectolitres qui lui restent le même prix qu'il eût obtenu des 10. La chose n'est pas moins claire lorsque l'impôt est prélevé en argent sur certaines denrées soumises à l'exercice, telles que sont en France les alcools, les vins et le sucre. Le prix de vente de ces denrées est nécessairement augmenté de l'impôt qui a dû être avancé par les producteurs ou par les premiers détenteurs. On n'aperçoit pas aussi clairement la proportion pour laquelle l'impôt entre dans le prix des produits qui ne sont pas frappés de taxes spéciales. Elle n'en est ni moins réelle ni moins importante, pour être moins apparente, et l'impôt, par des incidences directes ou indirectes souvent difficiles à découvrir, constitue, en fin de compte, une part des prix de revient très supérieure à l'évaluation que l'on serait tenté d'en faire au premier abord. Il faut considérer, en effet, que, outre les impôts directs et indirects payés par les entrepreneurs d'industrie, les produits supportent, encore, tous les impôts dont sont grevés les employés et ouvriers, impôts qui sont nécessairement compris dans les appointements et salaires.

Pour se former une idée à peu près exacte de la quotité dont l'impôt grève le prix de toute chose dans notre pays, il convient de comparer la production totale de la France à la somme de contributions dont elle est chargée. En écartant les doubles emplois et les exagérations, les statistiques les plus favorables n'évaluent pas la production annuelle totale de la France à plus de 14 milliards. Or notre budget dépasse 2,750,000,000, et, si l'on y ajoute les octrois, les prestations en nature, etc., on arrive à un total de charges publiques supérieur à 3 milliards et demi. Il en résulte que les impôts absorbent au moins le quart

de la production totale de la France, et que le prix de revient de tous les produits se trouve grevé de ce chef de 25 p. 100. Maintenant, si l'on considère que les produits agricoles sont relativement moins chargés que ceux de l'industrie, on arrive à cette conclusion que ces derniers sont grevés du chef de l'impôt de plus de 30 p. 100 de leur valeur.

Si vous laissez entrer en franchise des produits industriels similaires des produits indigènes, ces produits importés prendront la place de ceux qui seraient créés à l'intérieur, et le Trésor public, c'est-à-dire l'ensemble de la nation, sera privé de tous les impôts qui auraient été perçus sur ces produits nationaux. Il y aura donc perte pour la nation de la valeur de ces impôts, et le bénéfice apparent résultant du plus bas prix des objets importés sera compensé, et au delà, par la perte subie sur le revenu public. « D'accord, diront les libre-échangistes; mais le *consommateur* aura profité du bon marché des produits importés, — et, le consommateur, c'est tout le monde, c'est l'intérêt général. » Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut penser de cette expression le *consommateur* qui joue un si grand rôle dans les théories libre-échangistes. Quant à présent, nous ferons seulement remarquer que le bénéfice des consommateurs sur les produits importés est absolument illusoire, parce qu'il est nécessairement compensé par un renchérissement correspondant des autres produits soumis à l'impôt. En effet, les dépenses publiques représentent une somme fixe, qui ne décroît jamais; elle a, au contraire, une tendance constante à s'élever. Si donc une quantité considérable de produits étrangers est introduite en franchise et prive le Trésor des impôts qu'il aurait perçus sur les produits similaires indigènes, il en résulte que ces impôts perdus devront, sous une forme ou sous une autre, retomber sur les autres produits nationaux et en élever d'autant les prix. Dès lors, les consommateurs considérés dans leur ensemble reperdront, par cette élévation

des prix des autres produits indigènes, ce qu'ils paraissent gagner par le meilleur marché des produits étrangers importés.

On voit par là que l'immunité d'impôts accordée, suivant le vœu des libre-échangistes, aux produits étrangers similaires des produits indigènes constitue une perte pour le Trésor public, un avantage illusoire pour les consommateurs, et qu'elle se traduit fatalement en une surélévation d'impôt et, par conséquent, de prix sur les autres produits nationaux.

Que dire maintenant de la situation faite aux producteurs indigènes par cette immunité ? Ils sont grevés de charges de toute nature, d'impôts exigés avec une inflexible rigueur, dont ils doivent faire l'avance, avec l'incertitude d'y rentrer par la vente de leurs produits, et on les met en concurrence avec des rivaux étrangers affranchis de la plupart de ces charges, sans exiger aucun équivalent sous la forme de droits d'entrée ! Est-ce là de la justice, de l'égalité devant la loi ? N'est-ce pas accorder aux producteurs étrangers un véritable privilège, et constituer à leur profit ce que l'on a justement appelé la protection à rebours ?

— « Mais, disent les libre-échangistes, les produits étrangers ont dû être grevés d'impôts dans le pays de production, et, comme ils sont payés par l'exportation des produits indigènes, il y a compensation. » A cela il y a une double réponse à faire au nom du Trésor public et au nom des producteurs nationaux. « Que m'importent les impôts payés aux gouvernements étrangers, est en droit de dire le représentant financier de la nation, puisqu'il n'en entre rien dans mes caisses ? Voilà une pièce de cotonnade étrangère que je laisse entrer en franchise. Elle prend la place d'une pièce similaire qui aurait été produite dans le pays et sur laquelle j'aurais perçu directement ou indirectement 30 p. 100 de sa valeur. Je fais un marché de dupe et je sa-

crifie une recette certaine pour un avantage incertain. Rien ne me prouve, en effet, que cette pièce d'étoffe étrangère sera payée par la sortie de produits indigènes sur lesquels j'aurai perçu des droits équivalents. Elle peut l'être par du numéraire, par des titres de valeurs mobilières, sur lesquels je n'aurai rien perçu. Si elle avait été fabriquée en France, ses créateurs auraient consommé l'équivalent des produits exportés en contre-échange de la pièce importée, et j'aurais aussi bien perçu l'impôt sur ces produits consommés à l'intérieur que sur les produits exportés. Mon intérêt est donc que les produits échangés soient créés et consommés dans le pays même, car, dans ce cas, je perçois l'impôt sur les deux termes de l'échange, tandis que, dans le cas d'importation en franchise du produit étranger, je n'ai qu'une chance incertaine de le recevoir sur l'un des termes de cet échange, savoir le produit indigène qui sera exporté en contre-valeur. Le préjudice subi par la nation sous la forme de Trésor public est donc manifeste dans tous les cas. »

Quant aux producteurs, ils diront avec raison à l'État : « Fût-il démontré que les produits étrangers admis en franchise ont payé dans leur pays des impôts équivalents à ceux qui grèvent leurs similaires dans le nôtre, il n'en serait pas moins injuste de nous mettre en concurrence avec eux, car ces impôts payés à l'étranger ne vous profitent en rien, tandis que vous bénéficiez de la totalité de ceux que nous payons. De plus, nous augmentons votre puissance politique, votre force défensive par notre seule existence sur votre territoire. Il n'est pas indifférent pour une nation d'entretenir chez elle 10,000, 20,000 ou 100,000 ouvriers et employés voués à une industrie, ou de les entretenir chez une nation étrangère, qui peut être un jour une ennemie. Une industrie indigène mérite donc non-seulement justice, mais encore faveur à l'égard de ses ri-

vales étrangères de la part de l'État, à la richesse et à la puissance duquel elle concourt. »

En fait, quand il s'agit de la France, telle que l'ont faite les folies impériales et ses derniers désastres, il n'est aucun pays où la somme des impôts comparée à la somme totale de la production annuelle atteigne une proportion aussi élevée. Si le budget et les charges de l'Angleterre se rapprochent des nôtres, la production de ce pays est beaucoup plus considérable, en sorte que la quotité dont l'impôt y grève le prix des produits y est bien moindre que chez nous. L'Allemagne, qui a éteint presque complètement ses dettes publiques à l'aide de nos milliards, n'est grevée que de charges légères, malgré les plaintes de ses habitants, moins accoutumés que le contribuable français à supporter le fardeau de taxes écrasantes. Il en est de même de la Belgique et surtout de la Suisse, où les charges publiques ne s'élèvent point par tête au sixième de ce qu'elles sont en France.

On a calculé, en effet, que la somme des impôts supportés par chaque habitant atteint à peine en Suisse 14 francs, tandis qu'elle dépasse en France 84 francs. Or, supposez deux fabriques similaires établies en France et en Suisse de chaque côté de la frontière, en vue l'une de l'autre, et employant chacune cinq cents ouvriers. Ce chiffre correspond à un nombre de têtes de population au moins triple, en tenant compte des femmes, des enfants et des vieillards. C'est donc par 1,500 qu'il convient de multiplier le chiffre moyen de l'impôt dans chacun des deux pays pour connaître les charges dont chaque fabrique sera grevée du chef de l'impôt. On trouve ainsi que la fabrique suisse supporte 21,000 francs et la fabrique française 126,000 francs, soit une différence annuelle de 105,000 francs au détriment de celle-ci. La première pourra faire de larges bénéfices, tandis que la seconde végétera ou se ruinera, par le seul effet des charges pu-

bliques, toutes les autres conditions étant égales d'ailleurs. Cependant, en vertu du principe sacré du libre-échange, il faudra laisser entrer en franchise les produits de la manufacture suisse, qui feront à ceux de la manufacture française une concurrence écrasante et la réduiront bientôt à la liquidation ou à la faillite. Voilà comment les fauteurs du libre-échange entendent l'égalité devant l'impôt et la justice distributive!

De quelles clameurs ne poursuivent-ils pas les faibles droits de douane qui ont encore permis à nos industries de subsister malgré les charges qui les écrasent! A les entendre, ces droits, par la surélévation des prix qu'ils permettent de maintenir, constituent un impôt payé non à l'État, mais à quelques producteurs. « C'est monstrueux, » disent-ils; c'est une véritable dîme prélevée par quelques « individus à leur profit exclusif (textuel)... Tout citoyen « ne doit payer d'impôts qu'à l'Etat. » Et l'on développe ce thème dans des pages que l'on dirait écrites par le trop fameux procureur général de la Lanterne. Les Jacobins de 1793 avaient imaginé le crime de négociantisme. Nos libre-échangistes ont inventé le crime de fabricantisme, et, si leurs excitations forcenées ne venaient échouer contre le bon sens et le calme des populations, on pourrait craindre de voir nos chefs d'industrie traités un jour comme le furent les grands négociants sous la Terreur.

Ainsi, voilà des hommes qui, obéissant autrefois à l'appel du pays, alors jaloux de se créer une grande industrie, ont engagé leur fortune, l'avenir de leurs familles et jusqu'à l'honneur de leur nom dans des entreprises aléatoires, où beaucoup n'ont rencontré que des pertes et des déboires, où quelques-uns seulement ont obtenu des succès chèrement achetés; et parce que ces hommes demandent le maintien des conditions sous lesquelles ils se sont engagés et une égalisation de charges sans laquelle l'exis-

tence de leurs industries devient impossible, on les traite d'exploiteurs et de sangsues du peuple, on les accuse de prélever un impôt onéreux sur le public!

Une telle imputation ne serait fondée que si les industries prétendues protégées étaient constituées en monopole, comme les chemins de fer, comme les services transatlantiques, ou les régies des tabacs et des poudres; mais qui ne sait que ces industries n'ont aucun privilège, qu'elles sont soumises au régime de la libre concurrence, et que cette concurrence est aussi ardente chez nous que partout ailleurs? Les maîtres de votre science économique n'ont-ils pas compendieusement démontré que, lorsque une industrie est libre dans l'intérieur d'un grand pays, ses bénéfices sont inévitablement ramenés par l'effet de la concurrence au taux moyen des profits dans ce pays, et les prix descendent au minimum que comportent les conditions naturelles et fiscales dans lesquelles cette industrie est exercée? Il est donc impossible que les producteurs prélèvent un impôt sur le public sous la forme de bénéfices abusifs. Votre axiome : qu'on ne doit payer d'impôts qu'à l'État, ne signifie autre chose, sinon qu'il ne doit pas exister de monopoles. En l'appliquant injustement à des industries soumises à la concurrence, vous oubliez un autre axiome : c'est que *tout produit doit sa part d'impôts à l'État*, et quand vous réclamez la franchise absolue pour les produits étrangers, c'est vous qui êtes en réalité des fauteurs de privilège et d'injustice.

Cette théorie du libre-échange absolu, préconisée par l'école de Manchester et par les publicistes à sa suite, est, du reste, comme les traités de commerce, condamnée par les plus illustres économistes. Jean-Baptiste Say conseillait aux gouvernements de tenir à toutes les nations étrangères le langage suivant :

« Vous apporterez chez nous toutes les marchandises que
« vous voudrez, en acquittant des droits d'entrée propor-

« tionnés à toutes nos autres contributions publiques. Le
 « blé (au moyen de la contribution foncière), les objets
 « de fabrique payent leur impôt; les produits du commerce
 « étranger doivent payer le leur, aussi bien que ceux des
 « autres industries; mais cet impôt, résultat d'une mesure
 « générale, n'est point combiné pour procurer un privi-
 « lège aux produits intérieurs; il ne va qu'au point de ne
 « pas accorder aux produits du dehors un affranchisse-
 « ment que les premiers n'ont point. Soumettez-vous à
 « cette loi commune à tous les produits qui se consom-
 « ment dans notre pays. » (*Cours complet d'Économie poli-
 tique*, t. I, chap. xix, *des Traités de commerce*, p. 615. 2^e édi-
 tion grand in-8°.)

« L'intérêt d'une nation, dit plus loin le même auteur,
 « est de traiter toutes les autres également bien; et non
 « pas l'une d'entre elles mieux que ses rivales. En d'autres
 « mots, son intérêt est de charger leurs marchandises
 « d'un droit équivalent aux impôts que payent les produits
 « indigènes, afin de rétablir entre tous les produits une
 « égalité de désavantages et, du reste, de laisser chaque
 « produit mesurer librement sa production aux besoins
 « des consommateurs, de quelque nation qu'ils soient et
 « quels que soient les motifs qui les font rechercher. L'in-
 « dustrie est amie de la paix. Il y a dans les faveurs ac-
 « cordées à une nation par un traité de commerce, quelque
 « chose d'hostile envers toutes les autres, que celles-ci
 « ressentent tôt ou tard ». (*Ibid.*, p. 116.)

On le voit, la théorie du libre-échange absolu qu'une certaine école prétend ériger en orthodoxie économique, est, au contraire, une hérésie toute moderne. J.-B. Say, s'il vivait de nos jours, condamnerait le renouvellement des traités de commerce, comme il en aurait condamné la conclusion première. Il condamnerait l'abaissement des droits de douane au-dessous de la proportion d'impôts dont les produits indigènes sont chargés. Il approuve-

rait même des droits compensateurs sur les produits agricoles, puisqu'il désigne formellement le plus important d'entre eux, le blé. Ajoutons qu'aucun des grands économistes ultérieurs, ni Sismondi, ni Mac Culloch, ni Rossi, n'ont combattu sur ce point l'opinion de J.-B. Say.

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION D'INTÉRÊT NATIONAL

SOMMAIRE

Identité du consommateur et du producteur. — Nécessités de l'indépendance et de la défense nationale. — Conséquence du libre échange, destruction de nombreuses industries. — De là trois questions non-résolues par les libre-échangistes. — Examen de ces trois questions. — Application à la France. — Réponse aux objections.

I

Nous avons examiné la question au point de vue du droit et de la justice. Étudions-la maintenant à celui de l'utile et des intérêts tant publics que particuliers.

Résumons les principaux arguments des libre-échangistes :

1° *Avantage pour le consommateur.* — Il s'approvisionne de chaque produit au meilleur marché. — Sa richesse réelle est par là augmentée. — Sans doute les producteurs indigènes, placés dans de moins bonnes conditions que les étrangers, en souffriront et seront peut-être obligés de renoncer à leur industrie ; mais les créateurs d'un produit donné ne sont qu'une minorité, tandis que tout le monde est consommateur. L'intérêt des consommateurs représente donc l'intérêt général. Cet intérêt est conforme à la loi du progrès, tandis que celui des producteurs considérés isolément y est contraire. En effet, le producteur ne désire et ne recherche que la hausse des

prix pour grossir ses bénéfices. Le consommateur poursuit, au contraire, la baisse des prix, qui met les produits à la portée du grand nombre. — Donc, son intérêt est le véritable intérêt social et doit toujours l'emporter.

Tel est le principal argument développé par Bastiat, ressassé à satiété par ses successeurs. C'est aussi celui qui a produit le plus d'impression sur l'esprit public, car chacun aperçoit d'emblée l'intérêt qu'il aurait à payer moins cher les objets consommables, mais ne saisit pas aussi aisément le lien souvent caché, quoique réel, qui rattache ses revenus et ses ressources au sort des producteurs.

Cet argument spécieux est pourtant d'une fausseté absolue et mérite de figurer au premier rang parmi ces *Sophismes économiques* que Bastiat poursuivait de ses raileries. Quand on considère une nation dans son ensemble, c'est une erreur radicale que d'isoler l'intérêt du consommateur de celui du producteur, car les membres de cette nation ne peuvent consommer que les objets qu'ils ont produits ou leur valeur, et la production doit toujours précéder la consommation. Écoutons sur ce point l'auteur de la théorie des débouchés :

« Si l'on pouvait avoir tous les produits pour rien, il
« naîtrait des hommes pour les consommer ; car les hom-
« mes naissent partout où ils peuvent obtenir les choses
« capables de les faire subsister. Les débouchés qui s'of-
« friraient pour eux seraient immenses. Ils ne sont ré-
« duits que par la nécessité où se trouvent les consom-
« mateurs de payer ce qu'ils veulent acquérir. Ce n'est
« jamais la volonté d'acquérir qui leur manque : c'est le
« moyen. Or, ce moyen, en quoi consiste-t-il ? C'est de
« l'argent, s'empressera-t-on de répondre. J'en conviens,
« mais je demande, à mon tour, par quels moyens cet
« argent arrive dans les mains de ceux qui veulent ache-
« ter ; ne faut-il pas qu'il soit acquis lui-même par la
« vente d'un autre produit ? *L'homme qui veut acheter doit*

« commencer par vendre, et il ne peut vendre que ce qu'il a
« produit, ou ce qu'on a produit pour lui. Si le propriétaire
« foncier ne vend pas par ses propres mains la portion de
« récolte qui lui revient à titre de propriétaire, son fer-
« mier la vend pour lui. Si le capitaliste qui a fait ses
« avances à une manufacture pour en toucher les inté-
« rêts, ne vend pas lui-même une partie des produits de
« la fabrique, le manufacturier les vend pour lui..... Un
« bénéficiaire, un pensionnaire de l'État eux-mêmes, qui
« ne produisent rien, n'achètent une chose que parce que
« des choses ont été produites dont ils ont profité. »
(J.-B. SAY, *Cours d'Économie politique*, 3^e part., chap. II.)

Ainsi, retenons cet axiome : « L'homme qui veut acheter, c'est-à-dire le consommateur, doit commencer par vendre, et il ne peut vendre que ce qu'il a produit, ou ce qu'on a produit pour lui. » Par conséquent, l'intérêt du consommateur considéré en général ne peut être opposé à celui du producteur. Si, pour favoriser une catégorie particulière de consommateurs, vous ruinez une classe de producteurs, il n'y aura aucun avantage pour l'ensemble de la nation, et le préjudice causé d'un côté l'emportera le plus souvent sur le bénéfice obtenu de l'autre.

Dans l'immense majorité des cas, le consommateur est en même temps producteur ou intéressé, soit directement, soit indirectement, à la production. Les seuls consommateurs complètement désintéressés dans la production nationale, seraient ceux qui vivraient exclusivement du revenu de fonds placés au dehors, ou de pensions qui leur seraient servies par des États étrangers. Mais une telle classe d'hommes, si tant est qu'elle existe, formerait une infime minorité au sein d'une grande nation. Elle ne contribuerait en rien à la richesse, à la prospérité et à la puissance de celle-ci. C'est donc une aberration complète que de présenter comme expression de l'intérêt général

celui des consommateurs non producteurs, qui ne peuvent jamais être qu'une imperceptible exception.

2° *Conformité de l'intérêt du commerce avec l'intérêt général.* — Le même Bastiat invoquait comme preuve de la conformité du libre-échange avec l'intérêt général l'opinion des commerçants le plus souvent favorables à cette doctrine. « Tandis que le producteur, disait-il, ne désire que la rareté des produits et l'élévation des prix, le commerçant cherche à s'approvisionner au meilleur marché et poursuit surtout la multiplication des échanges. Il est ainsi en accord avec l'avantage du plus grand nombre et avec la loi du progrès. Donc l'opinion des commerçants, partisans du libre-échange, doit l'emporter sur celle des fabricants qui y sont contraires. »

Le désir de faire un compliment aux exportateurs de vins de la Gironde et aux commissionnaires en marchandises de quelques ports de mer entraînait ici Bastiat dans une grande illusion. Qui ne sait que le commerçant, en général, s'il est désireux d'acheter bon marché, l'est encore plus de revendre cher? Qu'il ne suive que la loi de son propre avantage et que, lorsqu'il le peut, il exploite également le producteur et le consommateur? C'est donc l'idée la plus fautive que de présenter la classe des commerçants comme l'organe par excellence de l'intérêt général.

II

Arrivons enfin au seul argument des libre-échangistes qui ait quelque valeur et qui mérite une discussion approfondie. On peut le résumer ainsi :

Tous les climats, tous les territoires, tous les peuples, ne sont pas aptes aux mêmes genres de production. Lorsque l'échange est complètement libre, chaque région est amenée à se consacrer exclusivement aux genres de pro-

duction pour lesquels elle a une supériorité naturelle, tant au point de vue de la qualité que de l'abaissement des prix, et à se pourvoir des autres produits en échangeant ceux où elle excelle contre ceux des contrées plus favorisées sous d'autres rapports. Par cette spécialisation, chaque pays obtient de son travail le plus grand effet utile et se procure, avec la moindre somme d'efforts, la plus grande somme possible de bien-être. Prétendre, par des moyens artificiels, par des combinaisons de droits fiscaux, établir ou maintenir dans un pays donné des cultures ou des industries auxquelles il est impropre ou moins apte que d'autres, c'est le contraindre à créer, avec plus de peine et de dépense, des objets qu'il aurait pu se procurer à de meilleures conditions, par l'échange; c'est aller contre la nature des choses; c'est créer systématiquement la disette et la cherté, au lieu de l'abondance et du bon marché.

« Une preuve irrécusable des avantages de la liberté commerciale, ajoutent ses partisans, c'est que la suppression des douanes intérieures entre les provinces d'une même nation a toujours été le signal d'un grand développement de richesse et de prospérité, et n'a ruiné aucun des districts entre lesquels les barrières ont été abaissées. Ce qui est vrai pour les provinces d'un même État, l'est *à fortiori* pour les diverses nations qui ne sont que les provinces de l'humanité. Celles-ci auraient donc tout intérêt à supprimer les barrières élevées entre elles et à échanger leurs produits avec la plus entière liberté. »

Tel est le principal argument en faveur du libre-échange, et on nous rendra cette justice que nous n'avons pas cherché à l'affaiblir en l'exposant. Cependant cet argument est plus spécieux que solide et se heurte à de redoutables objections.

La plus grave a été soulevée, il y aura bientôt quarante ans, par le célèbre économiste allemand List, le principal promoteur du réseau des chemins de fers allemands

et du Zollverein, ces deux bases de la formidable puissance déployée depuis par l'Allemagne du Nord, sous l'hégémonie prussienne. List reprochait à l'Économie politique classique d'être une doctrine cosmopolite, de ne considérer que l'individu et l'humanité, et de ne pas tenir un compte suffisant de la division du genre humain en nations distinctes, souveraines les unes à l'égard des autres et ne reconnaissant entre elles d'autre loi que celle de la force, que le terrible droit de la guerre. « Par la « guerre, disait-il, une nation peut être privée de son in- « dépendance, de ses biens, de sa liberté, de sa constitu- « tion et de ses lois, de son originalité propre et, en gé- « néral, du degré de culture et de bien-être qu'elle a déjà « atteint. Elle peut être asservie. Par les mesures égoïstes « de l'étranger, elle peut être troublée ou retardée dans « son développement économique. » De là, List concluait que la législation douanière devait être avant tout combinée en vue de l'indépendance et de la sécurité nationale, et tendre à l'accroissement de la production intérieure et de la population. C'est sur ces bases que fut établi le Zollverein, supprimant les douanes intérieures de l'Allemagne du Nord, mais fortement protecteur à l'égard de l'étranger.

Certes, des événements récents et terribles n'ont que trop prouvé toute la justesse des vues de l'économiste allemand, et combien sont chimériques les doctrines qui prennent pour point de départ et pour postulat la paix perpétuelle, la justice et la bienveillance des nations entre elles, et l'intérêt réciproque qu'elles ont à leur prospérité respective. Nous devons trop bien le savoir : l'intérêt que les compatriotes de List portent à notre prospérité est semblable à celui que prend un boucher à l'engraissement du bœuf qu'il se propose d'égorger. Le tout-puissant chancelier du nouvel empire germanique, l'homme de fer et de sang, n'a-t-il pas récemment déclaré, du haut

de la tribune, que le traité de commerce de 1862 était l'appât dont il s'était servi pour amener Napoléon III à se prêter aux visées de la politique prussienne? Après de tels exemples, qui pourrait sans rire, ou plutôt sans pleurer, entendre les virtuoses du libre-échange chanter la solidarité des nations, la fraternité des peuples et les bienfaits du cosmopolitisme?

Oublie-t-on, d'ailleurs, que la science matérialiste de nos jours, répudiant les doctrines de la charité chrétienne, de la philanthropie philosophique, a étendu aux relations humaines la loi de la nature animale, celle de la lutte impitoyable pour l'existence? Qu'une théorie, embrassée par le monde germanique tout entier, proclame l'inégalité fondamentale des races humaines, le droit absolu de la plus forte à l'égard des faibles, décerne aux peuples tudesques la palme de la primauté, et célèbre la dureté du caractère national qui les porte à exterminer sans pitié les populations inférieures?

En présence de tels faits, de telles doctrines, de sentiments aussi atroces, l'intérêt national doit plus que jamais être pour notre malheureuse patrie la règle unique de notre politique industrielle et commerciale.

Or, à ce point de vue, il y a certaines industries qui doivent être conservées à tout prix, fussent-elles placées, à l'égard de celles de l'étranger, dans de notables conditions d'infériorité, parce qu'elles fournissent les éléments indispensables à la défense du pays. Telles sont la fabrication du fer et de l'acier, sans laquelle il ne peut y avoir ni grandes armées ni flottes puissantes; l'extraction de la houille, force motrice de nos vaisseaux et de nos chemins de fer; la marine commerciale, base nécessaire de la marine de guerre; les industries textiles des lainages, du lin et du coton, indispensables à l'habillement de nombreux soldats. Quand il serait démontré que, sous l'empire du libre-échange, nous obtiendrions à meilleur marché nos

canons de M. Krupp, nos obus de MM. Palliser, nos draps de troupe des fabriques de Barmen et d'Elberfeld, les chemises et les chaussettes de nos soldats des fabriques de Manchester ou de Chemnitz; que nos transports maritimes seront faits à meilleur compte par les marines anglaise et allemande; à toutes ces démonstrations, il n'y a qu'une réponse : *Salus populi suprema lex esto.*

D'ailleurs, même abstraction faite du point de vue politique qui doit tout dominer, il n'est pas vrai que, sous le rapport purement économique, des nations indépendantes puissent être assimilées, quant aux effets de la liberté commerciale entre elles, aux diverses provinces d'un même État. Dans celles-ci, la constitution sociale, les impôts, les charges militaires, sont partout semblables et placent toutes les industries des diverses parties du territoire dans des conditions d'égalité. Il n'en est pas ainsi entre nations différentes, en sorte que des industries qui auraient prospéré sous la seule influence des conditions naturelles chez une nation donnée, y succomberont sous le poids des charges fiscales et autres, si elles sont mises sans compensation en concurrence avec celles d'autres peuples exonérés de ces charges. De plus, les déplacements d'industries, de population, ne peuvent pas s'accomplir de nation à nation comme dans le sein d'un même État.

Mais voici une considération plus décisive encore. Lorsque les provinces d'un même empire, les membres d'une même confédération suppriment les barrières douanières qui les divisaient, l'accroissement de richesse qui en peut résulter pour l'ensemble de l'État ne se répartit pas également entre toutes ses parties. Il en est quelques-unes qui se développent et s'enrichissent par suite de la réunion de conditions exceptionnellement avantageuses; d'autres demeurent stationnaires; mais il en est aussi qui, moins favorisées de la nature, voient leurs industries

s'éteindre, leur richesse diminuer, leur population s'amoindrir ou émigrer vers des régions plus heureuses. Comme tous ces phénomènes s'accomplissent dans l'intérieur du même corps politique, les diminutions d'un côté sont compensées par les accroissements de l'autre, et la balance de ces mouvements contraires produit, en général, une certaine augmentation de prospérité pour l'ensemble de l'État.

Or, une nation peut se trouver à l'égard de quelques autres dans cette situation des provinces peu favorisées d'un État qui, parvenues à une certaine prospérité à l'abri des douanes intérieures, dépérissent lorsque cette protection est supprimée. L'amoindrissement de ces nations pourra être compensé et au delà, au point de vue de l'ensemble du globe, par l'accroissement de prospérité d'autres peuples; mais il n'en résultera, pour ces nations déshéritées, aucune compensation favorable, comme dans le cas des diverses provinces d'un même État. Au contraire, leur faiblesse relative ne fera que s'accroître en présence de la puissance croissante des autres peuples, et les exposera désarmées aux entreprises de la violence et de la rapacité. Certes, pour de telles nations, ce serait un acte de démente que de compromettre le développement agricole et industriel, la prospérité intérieure qu'elles ont atteinte, pour l'honneur d'un principe dont les bénéfices profiteront uniquement à leurs rivales, qui peuvent, d'un jour à l'autre, devenir leurs ennemies.

Qu'il y ait des États auxquels la suppression absolue de la protection douanière puisse causer un grave préjudice, c'est ce qu'il est facile d'établir *à priori* et de démontrer par des exemples.

Et d'abord le principe du libre-échange a cette conséquence, avouée par ses promoteurs, que toutes les industries qui ne se trouvent pas dans des conditions de supériorité à l'égard de leurs rivales étrangères, ce que les

libre-échangistes appellent les industries de serre chaude, devront périr. On ne leur ménage pas le charitable avis de se liquider, c'est-à-dire de consommer la destruction des capitaux qui y étaient engagés et de jeter sur le pavé les ouvriers qu'elles employaient. Or cet anéantissement certain de plusieurs industries soulève trois questions capitales que les libre-échangistes n'ont jamais résolues autrement que par des affirmations sans preuves, savoir :

1° La destruction de capitaux et d'éléments de travail, résultant de l'extinction des industries supprimées par le libre-échange, sera-t-elle compensée par des accroissements de capitaux et de forces productives sur d'autres points?

2° Une nation qui se restreint aux cultures et aux industries où elle excelle et peut défier toute concurrence, obtiendra-t-elle de son sol et de son travail une somme de produits aussi considérable, et pourra-t-elle entretenir une population aussi nombreuse que si elle cultivait à la fois les branches de production où elle est absolument supérieure, et celles dans lesquelles elle est quelque peu inférieure à ses concurrents?

3° Quel serait, sous le régime du libre-échange absolu, le sort d'une nation qui n'aurait la primauté dans aucun genre de production, mais serait la seconde ou la troisième à l'égard de ses concurrentes?

III

A ces questions, nous répondrons :

S'il s'agit d'une nation de très ancienne civilisation, où la totalité du sol est de longue date mise en culture et amenée à son maximum de production, où les industries naturellement favorisées ont déjà pris tout le développement possible ;

SUR LA PREMIÈRE QUESTION : Non, la perte des industries supprimées par le libre-échange ne sera pas compensée, parce que l'agriculture et les autres industries déjà parvenues à leur maximum ne verront augmenter subitement ni leurs moyens de production, ni les éléments de travail qu'elles offrent à la population. Il y aura donc destruction de capitaux, chômage et misère pour de nombreux ouvriers, sans compensation d'ailleurs. Mais, dirait-on, le reste de la nation obtiendra à meilleur marché de l'étranger les produits des industries supprimées. — Cet avantage, peut-être éphémère, doit-il entrer en balance avec la destruction de capitaux importants, la ruine de nombreuses familles et la perturbation générale que ces désastres jetteront dans l'ensemble de la société?

Les industries qui succomberont, disent les libre-échangistes, sont des industries factices, malingres, sans raison d'être. — Cette affirmation, en ce qui concerne la France qui doit surtout nous intéresser, est absolument inexacte. Les industries menacées par le libre-échange, celles des textiles, la métallurgie, la construction des machines, la quincaillerie, la coutellerie, les produits chimiques, etc., sont pleines de vigueur, en progrès continu, répondent à des besoins immenses, et trouvent sur notre sol des éléments naturels suffisants et des conditions d'existence moyennement avantageuses. Ce ne sont donc pas des industries factices et élevées en serre chaude, comme on le prétend. Elles n'ont d'autre malheur que de se trouver en concurrence avec des pays doués d'avantages naturels encore supérieurs, pourvus de capitaux plus abondants et plus concentrés, moins accablés de charges fiscales et militaires. Il en résulte dans les prix de revient des différences qui, sans être très considérables, sont néanmoins assez prononcées pour amener l'écrasement complet de nos industries, d'autant plus que nos rivaux, forts de leurs immenses capitaux et de leurs bénéfices accumulés, n'hé-

sitent pas à vendre au-dessous du prix de revient pour tuer leurs concurrents, sauf à s'indemniser après la victoire, par le relèvement des prix.

Quant au sort des ouvriers privés de travail par la chute des industries qui leur donnaient des moyens d'existence, les libre-échangistes n'ont trouvé qu'une réponse : « Ils feront autre chose. » — Mais il suffit de leur demander : « Laquelle ? » — pour les réduire au silence. Qui ne voit, en effet, que des ouvriers élevés dans la pratique d'un métier ne peuvent en apprendre un nouveau en quelques jours ; que les autres industries auxquelles ils voudraient s'appliquer ont déjà leur personnel au complet ; enfin, que l'agriculture, n'ayant plus de terres vacantes, ne peut offrir de débouchés à de nouveaux colons ? On sait, d'ailleurs, que des ouvriers de manufactures ne peuvent presque jamais se plier aux travaux des champs, et que l'agriculture intensive tend de jour en jour à occuper un moindre nombre de bras. Quelle perspective restera donc aux populations privées de travail par la ruine de leurs industries ? — La misère et la mort.

Dans d'autres temps et à propos d'une autre question, un économiste distingué, qui est aussi un spirituel romancier, a fait une critique ingénieuse et péremptoire de cette fameuse réponse : *Ils feront autre chose*, qui est le dernier mot du libre-échange. Dans son *Jérôme Paturot à la recherche de la meilleure des Républiques*, M. Louis Reybaud introduit un économiste argumentant contre un socialiste égalitaire, qui réclame la suppression des riches et la réduction de tous à la pitance commune. « Mais, sous ce régime, dit l'économiste au socialiste, que deviendront tous ces ouvriers d'art, qui travaillent pour la richesse, ces orfèvres qui cisèlent l'or et sertissent les pierreries, ces carrossiers, qui construisent d'élégantes voitures, ces tisseurs de soie qui créent de magnifiques étoffes ? » Le socialiste n'est pas embarrassé pour si peu, et à chaque

profession se rattachant aux arts et aux industries de luxe qui lui est citée, il répond imperturbablement : « Ils feront autre chose. » Pourquoi cette réponse que M. Reybaud présentait comme le comble du ridicule et de l'absurde dans la bouche du communiste, aurait-elle plus de valeur dans celle des partisans du libre-échange ?

SUR LA SECONDE QUESTION : « Quel est le régime le plus favorable à l'accroissement du produit brut total et au développement de la population ? » il ne saurait y avoir de doute que dans deux cas exceptionnels, savoir : celui où la nation que l'on considère possède des territoires vastes et fertiles non encore cultivés, et celui où elle a été douée par la nature d'avantages qui lui confèrent une supériorité marquée pour certaines grandes industries susceptibles d'un développement indéfini et assurées de vastes débouchés à l'extérieur. Le premier cas est celui de l'Amérique du Nord, du Canada, de la Russie, du Brésil, de la Plata et de quelques autres États du nouveau monde, dont les territoires offrent encore un vaste champ au défrichement et à la colonisation. Le second est celui de l'Angleterre. Pour les premiers, on peut soutenir qu'ils auraient plus d'avantages à consacrer exclusivement leurs efforts et leurs capitaux à l'agriculture, à la colonisation intérieure, qui ouvrent une carrière fructueuse à des populations encore insuffisantes. Cependant nous voyons que déjà les deux plus puissants de ces États, l'Amérique du Nord et la Russie, bien que leur sol soit encore loin d'une mise en exploitation complète, ont pensé qu'il y avait avantage pour eux à se créer une industrie manufacturière, et n'ont pas hésité à en favoriser le développement par des tarifs résolument protecteurs, et même par des primes accordées aux fondations nouvelles (1). C'est que ces États ont compris que, même pour hâter le

(1) En Russie, pour la fabrication du fer et de l'acier.

développement agricole, le plus sûr moyen, c'est la multiplication des consommateurs sur place, la création de grandes agglomérations industrielles et commerciales, vérité que les économistes ont parfaitement exposée, mais qu'ils méconnaissent lorsqu'elle se trouve en opposition avec leur idée fixe du libre-échange. « Partout où les populations urbaines ont été appelées par des causes particulières à croître et à s'enrichir, dit M. H. Passy, les campagnes ont suivi le mouvement. Il a suffi qu'elles pussent vendre plus cher des produits dont la demande ne cessait d'augmenter, pour qu'elles portassent dans leurs travaux une habileté dont elles semblaient incapables. Il n'est pas de fait dont il soit plus aisé de donner la preuve. » (Article AGRICULTURE du *Dictionnaire d'Économie politique*, p. 45, col. 1. — Voir la suite.)

De plus ces États, si protectionnistes en fait, et qui devraient être, au contraire, d'après la théorie économique, les coryphées du libre-échange, ces États ont jugé qu'il serait plus avantageux pour eux, au lieu d'employer leurs excédants de produits agricoles à nourrir à l'étranger de nombreuses populations industrielles, de les consacrer à entretenir ces populations sur leur propre territoire, sauf à payer un peu plus cher les produits de l'industrie indigène que ceux du dehors. Voilà des points sur lesquels s'accordent une puissante république, fanatique de la liberté en toute autre matière, et un empire absolu, très éclairé sur ses intérêts. Cette concordance de vues des deux grands États, qui devraient être les plus favorables au libre-échange, est un redoutable argument contre l'application générale de cette théorie.

La seule Angleterre l'a jusqu'ici réalisée à peu près complètement dans la pratique. C'est que, seule, elle se trouve dans les conditions de supériorité industrielle et commerciale que nous avons signalées comme permettant au libre-échange de favoriser l'accroissement de la produc-

tion totale et de la population. L'abondance de ses mines de houille et de fer, leur juxtaposition, l'exiguïté de son territoire et la proximité de la mer, qui rendent les transports intérieurs faciles et peu coûteux, son climat favorable à un travail constant et soutenu, sa situation insulaire qui l'a mise depuis des siècles à l'abri des invasions et des ravages de la guerre, et qui affranchit ses classes laborieuses de toute charge militaire; l'étendue relative de ses côtes, le nombre et l'excellence de ses ports; une constitution sociale qui concentre les capitaux et les bénéfices dans un petit nombre de mains; un empire colonial de 250 millions d'hommes, offrant un champ d'approvisionnement immense en matières premières et de vastes débouchés aux produits : tout cela constitue une réunion d'avantages exceptionnels qui assurent à l'Angleterre une supériorité inéluctable dans toutes les grandes industries reposant sur l'emploi de la chaleur, de la force motrice et des métaux, dans ces industries qui fournissent à des millions d'hommes le vêtement, les outils et machines, les armes, les substances chimiques et la plupart des ustensiles nécessaires à la vie. Ces industries, susceptibles d'un développement presque illimité, offraient un débouché largement suffisant aux accroissements de la population. L'Angleterre a donc pu ouvrir ses ports aux produits des autres nations, sacrifier même par l'adoption du libre-échange quelques industries très secondaires, assurée qu'elle était de trouver ailleurs d'amples compensations. Comme son territoire, complètement mis en valeur par l'agriculture la plus perfectionnée, ne pouvait suffire à la nourriture d'une population toujours croissante; comme il importait de maintenir, par le bas prix des subsistances, un taux modéré de main-d'œuvre, condition de la supériorité industrielle; qu'enfin, il fallait bien offrir un moyen d'échange aux peuples que l'on voulait approvisionner d'objets manufacturés, l'Angleterre a dû recevoir en fran-

chise les produits agricoles, qu'elle avait longtemps écartés, au profit de son aristocratie et de son agriculture, par des droits prohibitifs. Elle a dit aux autres nations : « Je serai la manufacture et le magasin du monde, et vous serez le grenier de l'Angleterre. » C'est là sans doute un langage très habile au point de vue anglais, car la manufacture et le magasin peuvent se développer indéfiniment, tandis qu'il n'en est pas de même des greniers de ceux qui ne possèdent que des champs d'une étendue limitée. Mais, pour tenir un tel langage, il faut être assuré de la suprématie industrielle et maritime.

Si nous reportons nos regards sur la France, nous y constatons des conditions de travail bien différentes, et nous reconnaissons avec la dernière évidence que, en sacrifiant au principe du libre-échange toutes les industries qui ne possèdent pas les éléments naturels d'une supériorité prononcée, notre pays ne pourrait trouver une compensation dans d'autres branches de production, et verrait se réduire rapidement la somme de ses produits annuels et le chiffre de sa population. Bastiat lui-même a reconnu que, dans toutes les industries qui reposent sur l'emploi du feu et du fer, la France ne pouvait, sous le régime du libre-échange, lutter contre l'Angleterre. Il n'est pas un ingénieur qui ne sache combien les lambeaux de terrain houiller disséminés sur notre territoire sont inférieurs aux magnifiques bassins de l'Angleterre et de l'Écosse en étendue, en richesse, en facilité d'exploitation et de transport ; quels obstacles crée à l'abaissement du prix de revient des fers et aciers l'éloignement des gisements de minerai et de ceux de combustibles minéraux, si heureusement réunis chez nos voisins. Cette infériorité de richesse de notre sous-sol réagit fatalement sur toutes les industries qui exigent des forces motrices constantes et des machines compliquées, dont le fer est le principal élément. Or, ces industries, ce sont les filatures et tissages

de coton, de laine, de lin, de chanvre et de jute; les fabriques de machines, outils et quincaillerie: celles de produits chimiques, la céramique, la verrerie et la cristallerie, c'est-à-dire toute la grande industrie manufacturière, dont les capitaux engagés se chiffrent par centaines de millions et les ouvriers par centaines de milliers. Les deux industries fondamentales, l'extraction de la houille et des minerais et la métallurgie, seront les premières frappées, et leur chute anéantira des capitaux immenses, en laissant sans travail 200,000 ouvriers.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet: le jour où notre marché sera librement ouvert aux fers communs anglais, belges et allemands, qui sont tombés aujourd'hui à 100 fr. la tonne, aux rails Bessemer du Cleveland, qui sont livrés à 106 francs, pas une usine française ne pourra demeurer en activité, pas même le Creusot, sauf pour l'exécution de quelques commandes des gouvernements. Cette chute de la métallurgie entraînera la ruine définitive de nombreuses exploitations houillères, atteintes, d'ailleurs, par la suppression du faible droit qui les protège encore. L'écroulement des industries textiles complétera le désastre.

Or, d'après la dernière statistique officielle remontant aux années 1861-1863, et, par conséquent, inférieure aux existences actuelles, l'exploitation des mines représentait un capital engagé de 415 millions et employait 98,254 hommes, et près de 11,000 femmes et enfants; la métallurgie, avec un capital immobilisé de 224,317,400 francs, employait 97,325 hommes et 8,000 femmes et enfants; les industries textiles, avec un capital de 548,918,680 francs, occupaient 308,481 hommes, 306,898 femmes, 69,948 enfants. Voilà donc perdues en totalité ou pour la majeure partie des industries qui représentent en capitaux immobilisés 1,200 millions, en fonds de roulement une somme au moins égale, dont la production annuelle dépasse 3 milliards, et qui donnent des salaires à 900,000 ouvriers re-

présentant une population totale d'au moins 2 millions d'âmes.

Par quoi ces grandes industries seront-elles remplacées? Sera-ce par le développement du tissage de la soie? Mais la matière première, atteinte par un mal jusqu'ici sans remède, fait défaut, et cette industrie est en décadence, comme l'atteste la baisse constante de ses exportations, tombées de 484 millions en 1870 à 275 millions en 1877. Sera-ce par les ouvrages en peau ou cuir, par la tabletterie et bimbeloterie, qui figurent ensemble dans nos exportations pour près de 300 millions; mais les besoins de ces objets, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, sont amplement satisfaits, car l'exportation, pour la seconde catégorie du moins, est en voie de décroissance. En parcourant ainsi toutes nos industries, on voit qu'il n'en est aucune qui soit susceptible de grands développements et qui puisse remplacer celles qu'anéantirait la concurrence étrangère, à moins que l'on ne compte pour cela sur la fabrication des bijoux en faux.

IV

Reste l'agriculture qui, au dire de Bastiat, pourrait compenser pour nous par une meilleure exploitation de la terre et des eaux la perte des industries qui ont pour agents le fer et le feu. Mais nous prions MM. les libre-échangistes de nous indiquer où sont les vastes et fertiles territoires que nous pourrions mettre en culture, les eaux abondantes qu'il s'agit d'aménager pour créer chez nous une nouvelle Égypte par de fécondes inondations. Faut-il rappeler que, lorsqu'on a voulu faire un emprunt à la Loire, ce fleuve de sable, pour l'alimentation de Paris, on a reconnu qu'il ne resterait plus d'eau à l'étiage pour les villes riveraines au-dessous de la dérivation; que, lors des

études récentes d'un canal d'irrigation dérivé du Rhône, la Chambre de commerce de Lyon a démontré que le volume d'eau du fleuve après cet emprunt ne serait plus suffisant pour la navigation et a protesté contre ce projet? Ne nous faisons pas illusion, le territoire de notre vieille Gaule, fatigué par trente siècles de culture, donne à peu près tout ce qu'il peut donner et n'offre aucun champ nouveau à l'activité productive. Les améliorations agricoles y sont difficiles, longues, coûteuses, incertaines dans leurs résultats. Deux branches de culture très importantes, la vigne et l'élevé du ver à soie, sont compromises par des fléaux que la science a été jusqu'ici impuissante à conjurer. Les autres ne sont guère moins menacées que l'industrie par l'application des doctrines libre-échangistes. La culture du blé n'est plus rémunératrice, en présence du bas prix auquel sont livrées les céréales et les farines de l'Amérique du Nord, de la Russie et de l'Australie, bas prix qui n'a pas dit son dernier mot. Il suffira de quelques nouveaux progrès dans les transports maritimes pour amener à vil prix sur notre marché le bétail des prairies de l'Amérique du Nord et des Pampas du Sud. Alors notre agriculture, attaquée dans toutes ses branches de production, subira une crise effroyable et devra battre en retraite devant l'écrasante supériorité de terres vierges et exemptes des lourdes charges de la rente foncière et de l'impôt.

L'économiste Ricardo a parfaitement montré, dans sa célèbre théorie de la rente du sol, comment s'accomplit le progrès agricole, comment se forme le produit net qui permet de payer la rente aux propriétaires et l'impôt foncier à l'État. Sa théorie nous permet de reconnaître aussi, par une induction à *contrario*, comment ce progrès s'arrête et rétrograde, comment s'évanouit le produit net qui alimente la rente et l'impôt. « Chez une jeune société, dit Ricardo, où le sol présente une étendue surabondante, la culture attaque d'abord les meilleures terres, celles qui

sont naturellement les plus fertiles et le mieux situées. Tant que ces premiers cultivateurs forment seuls la population et ne demandent au sol que ce qui est nécessaire à leur consommation, il n'y a pas de rente. Mais bientôt les hommes se multiplient; il se forme d'autres professions que l'agriculture; les besoins de produits alimentaires augmentent, leur prix s'élève. Force est alors d'attaquer des terres moins fertiles, dont les produits exigent plus de peines et de dépenses. A ce moment, les terres les plus fertiles cultivées d'abord se trouvent rendre un excédant sur les frais de culture et l'entretien des cultivateurs. De là naît la rente, que le propriétaire de ces terres fertiles perçoit directement sous la forme de bénéfice, ou qu'il se fait payer par les cultivateurs auxquels il en cède l'exploitation. La population et le prix des denrées augmentant encore, la culture aborde des terres de troisième ordre, encore moins fertiles, et qui ne rendent guère qu'un produit équivalent aux frais; et ainsi de suite.» Il résulte de là que, dans les pays d'ancienne civilisation et de dense population, les seules terres non cultivées sont celles qui, par leur mauvaise qualité, ne rendraient pas les frais de culture; que la limite à laquelle la culture cesse d'être possible est déterminée par l'élévation du prix des subsistances; que la rente foncière ne résulte que de cette élévation et doit diminuer ou même disparaître si les prix subissent un abaissement considérable. Si donc, par suite du développement des cultures sur des territoires neufs et fertiles et de la réduction des frais de transport, l'agriculture d'un vieux pays se trouve mise en concurrence, sans aucune protection, avec les produits alimentaires de ces nouveaux territoires livrés à vil prix, on verra se produire des phénomènes inverses de ceux qu'a décrits Ricardo. Les terres les moins fertiles, qui ne rendaient qu'un produit égal aux frais, constitueront l'agriculteur en perte et seront abandonnées. Celles d'une fertilité

moyenne, qui donnaient une faible rente, n'en pourront plus payer. Enfin les plus fécondes ne pourront plus supporter qu'une rente fortement réduite. La classe des propriétaires fonciers qui vit de la rente du sol sera ruinée; quant aux petits propriétaires cultivant pour eux-mêmes, ils auront la ressource de consommer leurs propres produits, sans s'inquiéter du prix de revient. Mais, comme ils retireront un prix notablement moindre de la portion de leurs produits qu'ils sont obligés de vendre pour subvenir à leurs autres besoins, ils seront obligés de réduire leur consommation en vêtements, meubles, outils et autres objets manufacturés. Cette détresse générale des classes agricoles restreindra encore le débouché des produits de l'industrie indigène, écrasée, d'ailleurs, par la concurrence étrangère. « Mais le consommateur, dira-t-on, aura à meilleur marché les vivres et les marchandises importées de l'étranger. » Eh! qu'importe, si, comme producteur, il a perdu ses revenus, ses salaires et, par conséquent, les moyens d'acheter?

On voit par là que l'application simultanée du libre-échange à l'agriculture et à l'industrie, dans un pays dès longtemps civilisé et défriché, aura pour effet inévitable d'arrêter le progrès agricole, qui n'a d'autre stimulant que le maintien ou la hausse des prix, et de restreindre plutôt que d'augmenter le débouché que les travaux des champs offraient à la population. Par conséquent, c'est une chimère que de compter sur l'agriculture pour occuper les bras que les industries ruinées par la concurrence étrangère rendront inactifs.

Que l'application du libre-échange à l'agriculture ait pour effet de diminuer le nombre et le bien-être des populations rurales, c'est ce que l'exemple de l'Angleterre et des faits historiques plus anciens démontrent avec évidence. Pendant tout le moyen âge et jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle, l'Angleterre posséda une population agricole nombreuse, robuste et bien nourrie. L'ancienne

féodalité guerrière avait respecté ces petits tenanciers qui possédaient des terres en propre, ou occupaient à titre de bail ses vastes domaines divisés en lots peu étendus. C'était parmi ces vigoureux *yeomen* que se recrutèrent les vaillants archers et les *hobelers* ou cavaliers légers, qui vainquirent notre chevalerie dans les journées de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt. Pendant la Révolution française, la haine de la démocratie et de la petite propriété, le désir d'accroître le revenu net de ses domaines, la croyance aux avantages exclusifs de la grande culture poussèrent l'aristocratie anglaise devenue, de guerrière qu'elle avait été, spéculatrice et mercantile, à détruire cette classe de petits propriétaires et de petits fermiers, par les *bills d'inclosure* (ordres d'enclore), les partages des communaux et le groupement des terres en vastes exploitations. Pour réduire les frais et grossir le revenu net, on s'attacha partout à substituer les animaux et les machines à la main de l'homme. La classe des petits propriétaires et des petits fermiers disparut, et il n'y eut plus que des journaliers agricoles disputant un maigre salaire à la concurrence des animaux et des machines. L'abolition des lois céréales a encore activé ce mouvement de réduction et de dépression des populations rurales. Les recensements quinquennaux ont établi ce fait extraordinaire que, tandis que la population totale de l'Angleterre augmente avec une étonnante rapidité, par suite du développement de l'industrie, du commerce et de la marine, les classes rurales diminuent non-seulement en nombre relatif, mais en nombre absolu. En 1851, elles ne représentaient que 1,576,080 adultes dans l'Angleterre et le pays de Galles, sur une population totale de 18,054,170 âmes. En 1876, ce nombre n'est plus que de 1,559,037 adultes sur une population totale de 22,712,266 âmes. Quant à la condition de cette population, elle n'a fait qu'empirer, et elle est tombée, par la dépression des salaires, au dernier degré

d'abaissement, d'ignorance et de misère. C'est là un fait constaté par de nombreuses enquêtes, par les récits de la presse anglaise, et même par une série navrante de dessins du *Punch* représentant l'affreux dénuement du journalier agricole anglais, et enviant pour lui le confort des *boxes* à pourceaux.

Dans cette lutte à outrance contre des pays plus favorisés de la nature, la terre elle-même s'épuise et succombe, malgré l'emploi des engrais artificiels, guanos, phosphates de chaux, nitrates et sels ammoniacaux. « Tout a une « limite ici-bas, même les progrès de l'agriculture anglaise, dit M. Maurice Block, statisticien éminent et « économiste orthodoxe (1)... Le rendement de 28 boisseaux par acre ou de 25 hectolitres par hectare semble « le maximum possible. Ce qui nous le fait croire, c'est « que le rendement est depuis trente ans en voie de décroissance... Prenant le rendement de 28 boisseaux « comme type, M. Caird a trouvé que cette moyenne a été « dépassée de 4 p. 100 dans la période de 1849 à 1858, « de 3 p. 100 seulement dans la période de 1859 à 1868, « et qu'elle n'a pas été atteinte dans la période de 1869 « à 1878. Le déficit a été de 8 p. 100. C'est donc une « diminution totale de 12 p. 100. Du reste, le fermier anglais désespère de faire mieux. Beaucoup se décident à « transformer leurs terres arables en prairies. Environ « 400,000 acres ont déjà été retirés à la culture, et la « tendance s'accroît. *En Irlande, ce mouvement a déjà « coûté deux millions d'habitants au pays.* Dans l'Angleterre « proprement dite, les effets commencent à se faire sentir « dans certains comtés. »

Voilà donc les résultats du libre-échange agricole en Angleterre et en Irlande : destruction et misère des populations rurales ; épuisement du sol ; suppression de la

(1) *Revue des Deux-Mondes* du 15 mars 1879, article sur la crise économique, p. 456.

culture des céréales ; extension des pâturages et des pacages, qui exigent le moindre nombre de bras.

L'histoire des peuples anciens nous présente des faits analogues, dont le sens réel et les causes n'ont commencé à être bien compris que de nos jours. La Grèce, avant les conquêtes d'Alexandre, l'Italie, avant l'extension de la puissance romaine, étaient couvertes de petits États, presque toujours hostiles entre eux, où, malgré les guerres fréquentes, l'agriculture était florissante, les hommes libres nombreux, la vie surabondante. Les relations commerciales étant peu développées, chaque cité tirait de son étroit territoire tout ce qu'il pouvait rendre. La propriété était très divisée, et les eupatrides athéniens, les patriciens de Rome, ne dédaignaient pas de cultiver eux-mêmes leurs champs. Qui ne connaît ce trait des consuls romains des beaux temps de la République, allant chercher un dictateur derrière sa charrue ? La décadence de l'agriculture et de la population de la Grèce commença du moment où les conquêtes d'Alexandre la mirent en rapports suivis avec l'Égypte et l'Asie Mineure, douées d'une fertilité bien supérieure. Elle ne fit que s'aggraver sous la domination romaine, malgré la paix que celle-ci avait fait succéder aux guerres continuelles des républiques helléniques au temps de leur indépendance. Plutarque, qui vivait dans le beau siècle de Trajan et d'Adrien, a décrit cette profonde décadence de la Grèce : « Il n'y a plus d'oracles, dit-il, parce qu'il n'y a plus personne pour les consulter. La Grèce qui put opposer des armées de cent mille hommes à Mardonius sur le champ de bataille de Platée, ne fournirait pas trois mille soldats. » Et pourtant, elle jouissait depuis cent vingt ans de la paix romaine et du libre-échange avec les autres parties de l'empire en pleine prospérité. Mais c'est ce libre-échange qui l'avait tuée. A force de demander ses subsistances aux autres régions plus favorisées qui les livraient à meilleur marché, de réduire ses cultures,

elle en était venue à ne plus rien produire et à n'avoir plus que quelques troupeaux de chèvres dévastatrices au lieu d'habitants.

Le même phénomène s'accomplit en Italie, dans des circonstances qui nous sont mieux connues. M. Mommsen a fait voir que la décadence de l'agriculture et de la population libre dans la campagne de Rome date de la conquête de la Sicile pendant la première guerre punique. Lorsque les blés de Sicile furent offerts à bas prix sur les marchés de Rome, le cultivateur romain ne put soutenir la concurrence et abandonna ses champs à l'aristocratie, qui les transforma en pâturages et pacages desservis par des pâtres esclaves. Déjà le vieux Caton, consulté sur le meilleur mode de culture, répondait : *bene pascere*, de bons pâturages ; sur celui qui venait au second rang : *mediocriter pascere* ; au troisième : *male pascere*, de mauvais pâturages. Telle n'aurait pas été la réponse des Fabricius et des Cincinnatus. Bientôt arrivèrent les blés d'Afrique, plus tard ceux de l'Égypte. En vain les Gracques essayèrent-ils de restaurer la petite propriété et la classe des agriculteurs libres. Outre les causes politiques qui concouraient à les détruire, il y avait une cause économique qu'ils n'apercevaient pas : la concurrence écrasante des denrées livrées à vil prix par les nouveaux pays conquis. La dépopulation des campagnes, la concentration des propriétés dans un petit nombre de mains, la substitution des pâturages aux terres arables, de rares esclaves à de nombreux laboureurs libres, continuèrent pendant les deux siècles suivants. Sous l'Empire, Pline l'Ancien s'écriait : *Latifundia perdidere Italiam!* Mais, pas plus que ses devanciers, il n'apercevait les véritables causes du développement des *latifundia*.

C'est que l'agriculture, lorsqu'elle est mise sans compensation en lutte avec des rivales mieux douées par la nature, obéit aux mêmes lois que les autres industries. Elle agran-

dit et concentre d'abord ses exploitations pour réduire les frais généraux ; elle cherche à diminuer la main-d'œuvre et les dépenses de culture que le produit ne couvre plus. Enfin, elle les supprime, sauf à réduire énormément le produit brut total, pour s'en tenir aux produits naturels et spontanés du sol qui, n'étant grevés d'aucune dépense, laissent encore un revenu net. On n'a plus alors que des pâturages si le sol est fertile et le climat favorable, ou de maigres pacages, si le sol est médiocre et le ciel inclément. Dans l'un et l'autre cas, ce sont les hommes, la population, c'est-à-dire la vie et la force de la nation, qui disparaissent.

Si l'Angleterre n'avait pas trouvé une compensation dans son immense industrie, elle serait dépeuplée et réduite au rang d'une puissance de troisième ordre. La France, qui n'a pas la même compensation, est déjà sur la pente fatale. Sa population totale n'augmente pas, et sa population rurale diminue. « En 1851, 25 $\frac{1}{2}$ p. 100 des Français habitaient les villes grandes et petites. En 1876, la proportion s'est élevée à 32 $\frac{1}{2}$ p. 100. » (Maurice Block, *ubi supra*.) Ces chiffres concluants achèvent de démontrer cette proposition précédemment établie : qu'il n'y a pas à compter chez nous sur l'agriculture pour compenser les pertes de population qu'entraînerait la ruine de nos grandes industries par l'application du libre-échange absolu.

V

C'est de longue date une idée fixe chez les Anglais de réduire la France à n'être qu'une nation purement agricole. « La nature l'avait destinée avant 1789 comme aujourd'hui, dit M. Bagehot dans sa *Vie d'Adam Smith*, à être un grand pays agricole, un grand producteur et un grand exportateur de blé et de vin ; mais ses législa-

« teurs s'efforçaient, depuis plusieurs générations, d'en
 « faire, contrairement à cette destination, une contrée ma-
 « nufacturière. Ainsi que beaucoup de leurs contempo-
 « rains, ils avaient été frappés au plus haut point du grand
 « rôle que les puissances maritimes, comme on les appe-
 « lait alors, c'est-à-dire la Hollande et la Grande-Bretagne
 « étaient, quoique relativement faibles, aptes à jouer dans
 « la politique européenne. Ils s'étaient aperçus que l'in-
 « fluence de ces nations venait de leur richesse et que
 « celle-ci, à son tour, dérivait tant du commerce mari-
 « time que de l'industrie manufacturière, et dès lors ils
 « avaient décidé que la France, elle aussi, aurait son
 « commerce maritime et ses manufactures. Ils grevèrent
 « en conséquence de droits prohibitifs ou hautement pro-
 « tecteurs les produits des industries étrangères, tan-
 « dis qu'ils accordaient des primes aux articles simi-
 « laires de la production nationale, et ils essayèrent,
 « malgré le pli casanier du caractère français, de fonder
 « des colonies lointaines. Suivant la maxime généralement
 « reçue alors, ces colonies durent être des marchés pour
 « la métropole et des débouchés pour ses produits. On ne
 « leur permit pas de fabriquer pour leur propre compte,
 « et on les força d'importer par navires français les objets
 « de nécessité ou de luxe qu'elles pouvaient avoir à de-
 « mander en Europe. »

Il y aurait bien des observations à faire sur ce curieux passage de M. Bagehot, qui manifeste si naïvement les véritables dispositions de l'esprit anglais à l'égard de la France. Les hommes d'État de notre ancienne monarchie se trompaient-ils, quand ils attribuaient la puissance de la Hollande et de l'Angleterre à leur commerce maritime et à leur industrie? Avaient-ils tort de vouloir, non pas créer artificiellement une industrie en France, mais développer celle qui y existait de longue date? Car il ne faut pas oublier que notre pays fut industriel longtemps avant l'An-

gleterre, et que celle-ci ne l'est devenue que depuis la révocation de l'édit de Nantes, et n'a acquis une supériorité marquée que par les découvertes mécaniques qui nous ont fait entrer dans ce que l'on peut appeler la période houillère de la civilisation. Était-il insensé de prétendre avoir une marine, lorsque trois mers baignaient nos côtes et nous ouvraient au nord, à l'ouest et au midi toutes les routes de l'univers? Ce peuple si casanier n'avait-il pas colonisé l'Acadie et le Canada cent ans avant qu'un Anglais eût mis le pied sur le continent de l'Amérique? N'avait-il pas fondé la Louisiane, exploré l'immense vallée du Mississipi et jalonné le cours du grand fleuve de forts et de postes si bien situés qu'ils sont devenus depuis des villes florissantes et populeuses? Peut-on oublier la colonisation de nombreuses Antilles, de Saint-Domingue, des îles de France et de Bourbon, et ces établissements de l'Inde, où Duplex donna le premier modèle de la politique dont est né depuis l'empire anglo-indien? En établissant des droits protecteurs, une navigation coloniale privilégiée, que faisait la France, sinon suivre de loin l'exemple de l'Angleterre, de son acte de navigation vanté par Adam Smith lui-même, de ses prohibitions à l'entrée des produits manufacturés et à la sortie des machines, de son système colonial si exclusif et oppressif qu'il lui a coûté la séparation de ses colonies américaines? La guerre seule a détruit notre grandeur maritime et coloniale, cette guerre de pirates que l'Angleterre commença en 1756, sous les plus futiles prétextes et sans déclaration préalable, par l'assassinat d'un officier français, M. de Jumonville, dans la vallée de l'Ohio et par la saisie de trois cents navires marchands montés par huit mille marins. Il nous reste encore notre industrie. Supposons qu'elle soit enfin détruite, et que, suivant le vœu de M. Bagehot, la France ne soit plus qu'un grand producteur de blé et de vin. Voyons quelles en seraient pour elle les conséquences.

Dans l'état actuel, il est certain que, sauf pour le vin, la France ne suffit pas même à sa consommation en denrées alimentaires et autres produits agricoles. Chaque année elle doit importer des céréales, des bestiaux, des peaux brutes, des laines pour des centaines de millions. Pour qu'elle puisse devenir un grand exportateur de produits agricoles, il faut donc que sa production augmente dans de fortes proportions, ou que sa consommation intérieure diminue soit par la réduction en nombre de sa population, soit par l'amointrissement du bien-être de celle-ci, ou par ces deux causes réunies. Nous avons déjà fait remarquer combien sont lents et difficiles les progrès agricoles. L'établissement du libre-échange, devant produire l'abaissement ou tout au moins l'état stationnaire des prix, n'est pas de nature à favoriser ces progrès. On ne peut donc compter que sur la diminution de la population et de la consommation. Le libre-échange y pourvoira. De même qu'elle nous a débarrassés de nos colonies, sans doute pour flatter « le pli casanier de notre caractère », l'Angleterre nous rendra le service de nous délivrer de ces industries malingres, les filatures et tissages, la métallurgie, etc..., dont la liquidation est le vœu le plus cher des libre-échangistes. Un moment viendra donc où nos voisins nous fourniront les fontes et fers, les cotonnades, les toiles, les draps et lainages, les machines et outils, la quincaillerie, la coutellerie, etc., ce qui pourra bien représenter un accroissement de 3 ou 4 milliards sur nos importations. Il faudra bien les payer soit par du numéraire, soit par des titres de rente ou de chemins de fer, soit par des produits agricoles. La disparition progressive des populations industrielles et la diminution de bien-être du reste y aideront, et nous parviendrons à balancer nos importations par une exportation de 2 ou 3 milliards de produits agricoles et peut-être d'un demi-milliard de soieries, bimboleries, modes et autres menus articles industriels. De là résultera

une énorme augmentation de notre commerce extérieur, qui alignera des chiffres formidables de 10 à 12 milliards. Le trafic des chemins de fer s'accroîtra par le transport de nos récoltes, exportées au lieu d'être consommées sur place, et par la répartition dans l'intérieur des marchandises importées. Le mouvement de nos ports sera fort augmenté, au profit, il est vrai, des marines étrangères qui feront tous nos transports. Les statisticiens du libre-échange, les commissionnaires et courtiers en marchandises, les administrateurs et actionnaires des chemins de fer seront dans la jubilation et célébreront les bienfaits du nouveau régime. Quelle sera pourtant la situation réelle de la France? Elle aura subi un appauvrissement considérable, une diminution énorme de son produit total annuel, et partant de sa population et de sa puissance. Pour le bien faire comprendre, posons quelques chiffres. Admettons que, dans l'état actuel, la production annuelle de la France représente 8 milliards de produits agricoles et 6 milliards de produits manufacturés, soit un total de 14 milliards; que, par l'application du libre-échange, 4 milliards de produits manufacturés étrangers aient remplacé somme égale de produits français, dont les industries créatrices auront disparu. La production totale française se trouvera diminuée de ces 4 milliards et réduite à 10 milliards, au lieu de 14. Les 3 ou 4 milliards de produits agricoles exportés en paiement des importations d'objets manufacturés serviront à nourrir trois ou quatre millions d'ouvriers en Angleterre, en Belgique, en Allemagne. Il se manifestera dans la population française un déficit équivalent de trois ou quatre millions d'âmes. Ce qui restera de cette population payera peut-être le calicot, le fer, les vêtements, les outils un peu moins cher. Admettons de ce chef un bénéfice de 800 millions, soit 20 p. 100 de la valeur des produits importés. Mais, comme la somme totale des impôts restera

la même, comme l'État, les départements, les communes perdront 1 milliard de revenus directs et indirects qu'ils auraient perçus sur les 4 milliards de produits manufacturés indigènes et sur leurs producteurs désormais disparus, ils devront se récupérer sur la production et la population restantes. Cette population sera donc grevée de 1 milliard en sus de ce qu'elle payait sous le régime antérieur, et, comme elle ne réalisera qu'une économie de 800 millions par le plus bas prix des produits manufacturés importés, il en résultera pour elle une perte de 200 millions.

On ne saurait prétendre que toutes ces pertes seront compensées par la plus-value que la faculté d'exporter donnera aux produits agricoles. En effet, ces produits se trouveront sur le marché de la grande nation industrielle en concurrence avec ceux du monde entier, des régions vierges et fertiles récemment livrées à la culture, et ils seront soumis à des chances de baisse plutôt que de hausse.

Voilà donc quel sera pour la France le résultat final de l'application du libre-échange :

- 1° Perte d'une production industrielle de 4 milliards ;
- 2° Perte de trois ou quatre millions de population ;
- 3° Aggravation d'impôts pour la population restante supérieure à l'économie réalisée sur les produits importés.

Et c'est pour obtenir ce beau résultat que l'on aura imposé à la nation une crise effroyable, la destruction de tous les capitaux engagés dans les industries sacrifiées, la ruine et la misère de millions d'hommes !

VI

Ces démonstrations, d'une évidence presque mathématique, font ressortir tout l'avantage qu'il y a pour une nation agricole à être aussi manufacturière, à se fournir le

plus possible à elle-même les objets fabriqués, à entretenir sur son territoire les créateurs de ces objets, à les y voir consommer ses excédants de produits alimentaires, au lieu de les exporter. Les anciens gouvernements avaient donc raison quand ils cherchaient à introduire dans leurs domaines de nouvelles branches de travail, ce que l'on appelait alors ravir une industrie à l'étranger, cesser d'être ses tributaires, expressions qui sont l'objet des railleries des économistes. C'est ainsi que nous devons à Henri IV la culture du mûrier et la production de la soie; à Louis XIV, la fabrication des glaces et cristaux et celle des tapis; à Louis XV, celle de la porcelaine. Ces gouvernements avaient compris que toute nouvelle branche d'industrie représente un accroissement de population et de produits, un élément de puissance et de richesse. Les gouvernements actuels des États-Unis, de la Russie, de l'Allemagne, des grandes colonies anglaises elles-mêmes, ne pensent et n'agissent pas autrement.

Le fondateur de l'Économie politique en France, Quesnay, avait entrevu cette supériorité de la création et de la consommation des produits à l'intérieur sur l'échange par voie d'exportation et d'importation. « C'est par le commerce intérieur et par le commerce extérieur, disait-il, *« et surtout par l'état du commerce intérieur, que l'on peut juger de la richesse d'une nation. »* (*Encyclopédie*, article GRAINS.) Mais Quesnay et à sa suite toute l'école dite des physiocrates commettaient une erreur fondamentale, en professant que l'agriculture seule créait une richesse réelle, un produit net, c'est-à-dire un excédant disponible en sus des frais, et que l'industrie manufacturière était improductive. Suivant lui, les industriels ne faisaient que rendre en objets fabriqués l'équivalent des denrées alimentaires qu'ils consommaient, et n'ajoutaient, par conséquent, rien à la richesse sociale. C'était une idée fausse, car les produits industriels, ayant une valeur échangeable, sont une richesse

au même titre que les produits agricoles, et il est évident qu'une nation qui a produit dans un an 10 milliards en denrées agricoles et 5 milliards en objets manufacturés est plus riche que celle qui n'aurait produit que les premières. Cette grave erreur entraîna Quesnay à méconnaître dans l'application le principe de la supériorité du commerce intérieur qu'il avait entrevu, et à préconiser le laisser-faire, laisser-passer, le libre-échange absolu. Puisque les produits manufacturés à ses yeux n'étaient pas une richesse, peu importait qu'ils fussent créés à l'intérieur ou tirés de l'extérieur. L'important était d'obtenir le plus haut prix des produits agricoles, le plus fort excédant possible, par la libre exportation. Voilà comment la grande erreur du libre-échange est dérivée de l'erreur fondamentale de Quesnay et de son école sur l'improductivité de l'industrie.

Si Quesnay avait reconnu la fécondité réelle de l'industrie manufacturière, son élasticité de production, bien plus grande et plus rapide que celle de l'agriculture, s'il avait apprécié la part pour laquelle l'industrie concourt par l'impôt aux dépenses publiques, il aurait vu combien il importait à une nation de se réserver un élément si considérable de travail et de trafic intérieur, lui qui proclamait la supériorité du commerce intérieur sur l'échange international. Il aurait compris que la justice et l'intérêt national commandaient de défendre les manufactures contre la concurrence abusive de l'étranger, par des droits de douane au moins équivalents aux impôts directs et indirects dont elles étaient grevées.

Adam Smith a constaté aussi nettement que Quesnay la supériorité de l'industrie et du commerce intérieur sur le commerce extérieur d'échange et de transport (*Richesse des nations*, liv. II, chap. v). Plus clairvoyant que le chef des physiocrates, il reconnut le caractère productif de l'industrie manufacturière, et montra même dans ses pro-

cédés les plus féconds exemples de la division du travail. Mais, frappé des excès du régime prohibitif et du système colonial, il adopta trop complètement les idées de Quesnay sur la liberté absolue des échanges. Cependant Adam Smith n'a jamais condamné formellement le principe des impôts douaniers. Il les admettait comme ressource fiscale, et, s'il eût poussé plus loin son analyse des éléments du prix des choses, il aurait vu que ces impôts devaient au moins équivaloir aux taxes intérieures grevant les objets similaires. Du reste, Adam Smith n'était pas un cosmopolite. Il a intitulé son livre : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse* DES NATIONS. Il reconnaissait donc les nations comme des êtres moraux possédant une existence distincte, des intérêts propres, et il admettait la subordination de la législation économique aux nécessités de leur indépendance et de leur sécurité. C'est ainsi qu'il approuvait pleinement l'acte de navigation, considéré de son temps, non sans raison, comme la source de la grandeur maritime de l'Angleterre. Or, l'acte de navigation, c'était la protection, la prohibition même appliquée à l'industrie maritime. Aussi s'en est-il fallu de peu que le père de l'Économie politique ne fût sur ce point taxé d'hérésie par ses fanatiques disciples.

Les considérations qui précèdent mettent en évidence l'erreur de ceux qui, comme les libre-échangistes, voient dans le développement du commerce extérieur la preuve la plus certaine de la prospérité d'une nation. Nous avons montré, par l'exemple de ce que deviendrait la France sous l'empire du libre-échange absolu, que l'accroissement de ce commerce peut coïncider avec une forte réduction du produit total annuel et un réel appauvrissement. Une nation qui, grâce à l'étendue de son territoire et à la variété de ses productions, se suffit à elle-même par le seul échange intérieur, peut être très riche et très prospère, sans aligner de gros chiffres d'importation et d'exportation.

Tel était le cas de la Chine, avant que les Anglais, embarrassés pour solder le thé qu'ils lui demandaient, l'eussent contrainte à recevoir en échange l'opium des Indes et à s'empoisonner en l'honneur du libre-échange. L'énorme développement du commerce extérieur, lorsqu'il porte sur des articles qui pourraient être produits et consommés à l'intérieur, n'est que la preuve d'une insuffisance de production d'un côté et de consommation de l'autre, d'une situation économique contraire aux lois naturelles et pleine de dangers. L'Angleterre importe chaque année pour 1,300 millions de francs de grains et farines. Si elle possédait un territoire plus vaste et plus fertile et qu'elle les produisît elle-même, elle n'en serait que plus riche et plus puissante. Cependant il y aurait 1,300 millions de moins au total de ses importations. Elle exporte pour 1,700 millions de tissus de coton et pour 600 millions de tissus de laine. Si, par suite d'une meilleure répartition de la propriété et des profits, et aussi d'une diminution de l'ivrognerie, la population qui grouille en haillons et sans linge dans les rues de ses grandes villes avait les moyens et le goût de se vêtir avec plus de propreté et de décence, elle pourrait consommer pour 1,300 millions de tissus, et ce serait autant de moins à porter au total des exportations. Le mouvement du commerce extérieur serait ainsi diminué de 2,600,000,000 ; et pourtant l'Angleterre en serait d'autant plus riche et plus prospère !

Terminons par une citation d'un écrivain dont l'autorité ne pourra être récusée. « En tout pays, c'est la consommation intérieure qui fait la prospérité de la production. Pendant plusieurs années, en France, toutes nos communications avec l'étranger ont été interceptées, notre marine a été détruite, nos colonies ont été perdues, et malgré tout cela, lorsque notre administration intérieure n'a pas été trop mauvaise, lorsqu'il n'y a pas eu des confiscations, des réquisitions, des levées d'hom-

« mes et d'argent exagérées, la France n'a pas cessé de
« prospérer, et ce qui en est une preuve, *sa population*
« *n'a pas cessé de croître*. Nous verrions bien autre chose
« encore si les communications intérieures étaient plus
« faciles, les chemins rendus praticables en tous sens
« jusqu'aux moindres hameaux et les transports rendus
« très peu coûteux...

« Je sais que le commerce extérieur est favorable à
« certaines productions, et qu'il y en a même plusieurs
« qui n'ont de débouchés que par l'exportation; mais je
« désire que l'on ne croie pas l'importance de ce com-
« merce plus grande qu'elle ne l'est réellement. C'est
« l'industrie intérieure qui favorise le commerce extérieur
« plutôt qu'elle n'en est favorisée. »

Quel est, diront les libre-échangistes, ce partisan suranné du chacun chez soi, ce contempteur inintelligent du grand échange international? — C'est J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique pratique*, 2^e partie, chap. xv.

Ainsi, les fondateurs de l'Économie politique sont d'accord pour proclamer la supériorité de la production et de la consommation à l'intérieur, de l'échange entre les divers producteurs de la même nation, sur le commerce extérieur d'importation et d'exportation. Leur plus célèbre continuateur en France professe la même doctrine et se rattache nettement au système des droits de douane compensateurs, même sur les denrées agricoles. C'est donc nous qui, en réclamant ces droits, sommes dans la vraie tradition de la science économique, et non les sectateurs de l'école de Manchester qui, au nom d'une prétendue liberté commerciale, en poursuivent la complète suppression.

VII

Des trois questions que soulève l'application complète du libre-échange, il ne nous reste plus à résoudre que la dernière, ainsi formulée : Quel serait sous ce régime le sort d'une nation qui n'aurait la primauté dans aucun genre de production, mais serait la seconde ou la troisième à l'égard de ses concurrentes ?

Que l'on ne dise pas que c'est là une hypothèse oiseuse et invraisemblable, car, pour notre France, elle est à peu près une réalité. En effet, si l'on compare ses cultures et ses industries à celles des nations rivales, il n'en est presque aucune dans laquelle elle ne puisse être primée par d'autres États plus favorisés de la nature, surtout au point de vue du bas prix et de l'abondance des produits. Combien nos terres à blé, fatiguées par une longue culture, ne sont-elles pas inférieures en fertilité et en étendue à ces terres vierges de l'Amérique du Nord qui, sans fumures ni soins, rendent à surface égale des produits doubles ou triples des nôtres ; à ces fameuses terres noires de la Russie méridionale, qui n'attendent que des voies de communication et une culture un peu plus intelligente pour livrer des blés sous vergue au-dessous de 10 francs l'hectolitre ! Peut-on comparer nos pâturages, le plus souvent réduits à d'étroites vallées, aux vastes prairies des États-Unis, aux pampas de l'Amérique du Sud, aux immenses pacages de l'Australie, du Cap, du Canada et de l'Orégon, de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne du Nord ? Pour la production de la soie brute, atteinte d'un fléau plus tenace chez nous que partout ailleurs, nous sommes primés par l'Italie, par la Syrie, par la Chine et le Japon. Pour les graines oléagineuses, nous trouvons des supérieurs en Russie, dans l'Inde, à la côte occidentale d'A-

frique. Quant à la vigne, d'autres pays peuvent consacrer à sa culture des surfaces plus étendues que les nôtres et réchauffées par un soleil plus généreux. L'Espagne, le Portugal, l'Italie développent leurs cultures, perfectionnent leurs méthodes de vinification et viennent sur notre propre territoire faire une concurrence chaque année plus redoutable à nos produits. Nous possédons sans doute quelques crus supérieurs, qui seront toujours recherchés à l'étranger. Mais l'étendue en est **extrêmement** limitée, et, à côté de ces vins **exquis**, si peu abondants, combien ne produisons-nous pas de misérables piquettes, incapables de subir le transport et dont une longue accoutumance peut seule faire supporter la platitude et l'acidité ! La récente discussion de la loi sur le vinage a mis en lumière ces secrètes misères de notre viticulture, réduite à réclamer pour la frelaterie et la falsification un privilège que la Chambre des députés lui a heureusement refusé. Peut-on oublier, d'ailleurs, que cette culture, célébrée comme notre principal élément de supériorité, est menacée d'une destruction totale par le fléau du phylloxera, qu'aucun remède n'est jusqu'ici parvenu à conjurer ? Sur 2,400,000 hectares consacrés en France à la vigne, plus de 700,000, soit le tiers, sont déjà ou complètement détruits ou attaqués. Le département du Gard, qui produisait, en 1872, 2,365,000 hectolitres de vin, est tombé progressivement en 1878 à 124,741 hectolitres, ce qui représente une perte de dix-neuf vingtièmes (1). C'est pourtant à cette culture agonisante que l'on voudrait sacrifier nos plus vitales industries.

Si de l'agriculture nous passons à l'étude des extractions minérales, cette autre source première de la richesse, nous devons reconnaître combien d'autres territoires sont

(1) Travail statistique lu par M. Félix Boyer à la Société d'agriculture du Gard et aux électeurs sénatoriaux, le 5 janvier 1879, dans le foyer du grand théâtre de Nîmes.

plus favorisés que le nôtre. Nous avons déjà fait remarquer notre infériorité sous le rapport de la houille et des minerais de fer à l'égard de l'Angleterre, de l'Allemagne du Nord, de la Belgique et de l'Amérique. Un seul des bassins houillers de l'Angleterre, celui du pays de Galles, est plus vaste et plus riche que tous les terrains houillers de la France réunis. La Prusse possède les trois magnifiques bassins de la Sarre, de la Silésie et de la Ruhr auxquels aucun des nôtres ne peut être comparé. Aussi, tandis que les extractions annuelles atteignent à peine chez nous 17 millions de tonnes, elles s'élèvent à 150 millions en Angleterre, à 45 millions en Prusse, et par suite de la régularité des gîtes, de la solidité des roches encaissantes et d'autres facilités d'exploitation, le prix de la tonne de charbon sur le carreau des mines dans ces deux pays descend à 6 francs, tandis que, chez nous, il ne peut s'abaisser au-dessous de 12 francs. Nos minerais de fer sont, en général, coûteux d'extraction et de lavage et situés trop loin des houillères. S'il nous reste encore dans la Meurthe et la Meuse quelques débris des puissants gisements de fer oolithique de la Lorraine, ces minerais à bas prix sont phosphoreux, de qualité inférieure, et ne peuvent être traités qu'à l'aide des houilles prussiennes ou belges. Si nous possédons dans les Pyrénées-Orientales d'assez beaux gisements de minerais supérieurs, l'enquête devant la Commission du Sénat a établi qu'il n'en coûte pas moins de 17 fr. 50 par tonne pour les amener aux hauts fourneaux les plus voisins. Que serait-ce si nous comparions nos mines de houille et de fer à celles de l'Amérique du Nord, aussi supérieures à celles de l'Angleterre que celles-ci le sont aux nôtres? Quant aux métaux autres que le fer, le cuivre, l'étain, le plomb, le zinc, notre territoire en est presque entièrement privé, et nous sommes malheureusement réduits à en importer chaque année pour des centaines de millions.

Cette pauvreté relative de notre sous-sol minéral entraîne, comme nous l'avons montré plus haut, une infériorité inévitable, quant aux prix de revient, pour toutes les industries qui reposent sur l'emploi de la force mécanique et de la chaleur. « Pourquoi, dira-t-on, ne pas remplacer la vapeur par nos forces hydrauliques ? » C'est que, là aussi, nous ne sommes que médiocrement doués. Nos chutes d'eau manquent de puissance et de régularité et ne sont pas comparables à celles de la Suisse, de la haute Italie, de la Suède et de l'Amérique.

Avouons-le donc, la nature ne s'est montrée envers nous généreuse qu'à demi. A cet étroit territoire qui nous a été laissé et que nous avons dû depuis des siècles disputer à l'insatiable rapacité des peuples germaniques, elle a donné un peu de toutes choses ; mais, sur aucun point, elle n'a prodigué ses largesses. Cessons de célébrer les richesses naturelles de notre belle France, ses ressources inépuisables, les prétendues merveilles de son sol et de son climat. Toutes ces congratulations ne sont que la preuve d'une profonde ignorance ou d'une niaise vanité. Sur la foi de glorieux souvenirs, nous nous vantions naguère d'être la première puissance militaire du monde. A la suite de nos désastres, nous nous sommes mis à vanter notre richesse, et nous avons trouvé un sujet d'orgueil dans l'énormité de la rançon qui nous a été imposée et qui nous réduit, en réalité, à la condition de peuple tributaire de nos vainqueurs. Sachons donc être modestes et voir les choses comme elles sont. La politique insensée du second Empire a laissé renverser ces barrières protectrices, que nos ennemis victorieux eux-mêmes nous avaient conservées par l'indépendance relative des petits États de la Confédération germanique, et aussitôt la disproportion de nos forces s'est manifestée par les plus effroyables désastres. Craignons de détruire les barrières douanières qui nous défendent encore et d'être amenés,

par une aveugle confiance en nos ressources, à un Sedan industriel et agricole, de même que notre confiance en nos forces guerrières nous a conduits à un Sedan militaire.

Ce qui aggrave encore les causes d'infériorité que nous venons d'énumérer, c'est l'élévation des frais de transport intérieur et l'énormité de la dette publique et des impôts. Par suite du mauvais régime de nos fleuves et rivières, de l'insuffisance de nos canaux, des pentes et détours de nos chemins de fer, de leurs tarifs élevés, il en coûte plus cher pour amener un produit du centre de la France à un point de sa circonférence que pour l'y faire venir de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Suède ou de la Belgique. Notre dette publique, dont on pouvait prévoir, en 1829, la prochaine extinction, a été portée par nos révolutions et par les guerres inutiles ou désastreuses du second Empire au chiffre effrayant de 21 milliards, et nous grève d'un fardeau annuel bien supérieur à la totalité des budgets du premier Empire et de la Restauration. Les dépenses militaires se sont accrues dans une énorme proportion, et le poids de ces charges est encore aggravé par la perte de deux de nos plus riches provinces et d'un million six cent mille habitants, représentant près d'un vingtième de la population totale. Il en résulte que nous sommes le peuple le plus écrasé d'impôts de l'Europe et du monde, c'est-à-dire celui où la plus forte part relative du produit total annuel est absorbé par les dépenses publiques.

On le voit donc, nous sommes bien réellement dans le cas que nous signalions d'une nation qui ne possède la primauté dans aucun genre de production, mais occupe le second ou le troisième rang dans la plupart d'entre eux. Un tel pays a pu, dans le passé, sous l'abri du système protecteur et de frais de transport internationaux autrefois beaucoup plus onéreux qu'aujourd'hui, développer des cultures variées et de nombreuses industries. Ces di-

verses catégories de producteurs étant des consommateurs à l'égard les uns des autres, la nation a pu se suffire presque à elle-même et prospérer par un immense échange intérieur. Il a fallu peut-être de la part de chacun de ses membres une plus grande somme de travail pour obtenir le même résultat qu'ailleurs; mais le résultat total a été considérable et suffisant pour procurer à la masse du peuple une existence tolérable, et même moins malheureuse que celle d'autres peuples plus favorisés de la nature sous certains rapports spéciaux.

VIII

Maintenant, qu'une nation qui a grandi dans de telles conditions soit soumise au régime du libre-échange, qu'arrivera-t-il? Inévitablement les industries les plus faibles, les moins bien douées, périront, après une lutte plus ou moins longue. Les plus robustes, celles qui ont moins de désavantages naturels comparativement à leurs rivales étrangères, se soutiendront quelque temps à force d'efforts et de sacrifices, mais succomberont à leur tour. Ces ruines suivent la même marche et présentent des symptômes précurseurs identiques. D'abord, le bénéfice industriel disparaît; puis, c'est le tour de l'intérêt et de l'amortissement. Bientôt on travaille à perte, et les prix de vente ne couvrent plus les frais de fabrication. Alors les patrons recourent à la baisse des salaires; — grèves et révoltes des ouvriers, qui finissent pourtant par céder à la nécessité et reprendre le travail. Mais les concurrents étrangers en font autant, et, comme ils ont des avantages naturels supérieurs et des charges moindres, ils peuvent aller plus longtemps et plus loin dans cette voie. Alors, après avoir consumé leur capital de roulement, s'être

endettés pour soutenir plus longtemps une lutte inutile, les patrons de l'industrie vaincue se mettent en chômage définitif et se liquident, trop heureux quand ils échappent à la faillite. Les ouvriers, privés désormais de leur travail habituel, offrent leurs bras à vil prix, consomment leurs économies et tombent dans la misère.

Des phénomènes semblables s'accomplissent dans l'agriculture, sous l'influence de l'offre à bas prix des produits étrangers. C'est, d'abord, la rente de la terre qui est attaquée. Les fermiers, ne pouvant vendre leurs denrées à un prix rémunérateur, ne payent plus leurs fermages. On abandonne les cultures qui exigent beaucoup de main-d'œuvre et des avances considérables, en première ligne celle des céréales, pour ne demander au sol que les produits qui sont obtenus aux moindres frais et qui trouvent encore un débouché rémunérateur, tels que le bétail et le bois. Comme les ouvriers, les populations rurales voient le travail leur manquer et leur nombre se réduire progressivement. La diminution des revenus des terres tarit la source de l'impôt foncier; celle des revenus industriels et de la population réduit les produits de l'impôt indirect. Alors, on entre dans la voie des déficits financiers en permanence, des emprunts onéreux, des expédients ruineux. Les fonctionnaires ne sont plus payés régulièrement, comme en Turquie et en Espagne, et cessent de célébrer les bienfaits du libre-échange qu'ils avaient appelé de leurs vœux. Enfin, la banqueroute est consommée et s'installe en permanence dans l'administration financière de l'État.

Destruction des capitaux engagés dans les industries, baisse générale des salaires et des profits, de la valeur des terres; diminution progressive de la population, ruine privée et publique : telles seront les conséquences inévitables du libre-échange appliqué à une nation qui ne possède d'éléments de supériorité naturelle dans aucune

branche de production, et qui est, en outre, grevée des plus lourdes charges fiscales et militaires.

C'est que le libre-échange a pour effet de ramener chaque peuple, chaque territoire, au niveau que lui assignent les sources de productions et les moyens de travail qui lui ont été départis par la nature, de rendre plus riches ceux qui ont été le plus richement doués, plus pauvres ceux qui ne l'ont été que médiocrement. Si, par suite de longs efforts et de défenses soit naturelles, soit artificielles, contre une concurrence écrasante, un peuple placé dans ces dernières conditions est parvenu à dépasser le degré de richesse et de population qui correspond à sa pauvreté naturelle, le libre-échange l'y fera redescendre, tandis qu'il élèvera celui que la nature avait favorisé et qui était demeuré au-dessous du développement que comportaient ses avantages.

Le vrai fondateur de la doctrine du libre-échange absolu, Ricardo, ne s'y était pas trompé, et avouait que, dans ce système, chaque nation, chaque territoire serait réduit aux seuls genres de production dans lesquels il possédait des éléments naturels de supériorité. « Mais si un peuple « n'excelle à produire que des oranges ? » lui objectait-on un jour. — A cela il répondait délibérément : « Eh bien ! « il ne produira que des oranges. » L'exemple du Portugal sous l'empire du traité de Methuen nous montre ce que deviennent les peuples qui ne produisent que des oranges, même quand ils joignent à cette production celle du vin, à laquelle on voudrait nous réduire. Un économiste a objecté à cet exemple que le Portugal était déjà ruiné à l'époque où fut conclu le traité de Methuen ; mais, si le libre-échange était la panacée et la source de richesse que l'on prétend, pourquoi ce régime n'a-t-il pas refait la fortune du Portugal pendant les cent trente années qu'il y a régné de 1703 à 1834 ? Pourquoi ce pays n'a-t-il fait que s'enfoncer de plus en plus dans cet abîme de misère que

lord Byron a décrit dans le 1^{er} chant de Childe-Harold, et n'a-t-il commencé à se relever que depuis qu'il a repris la liberté de ses tarifs (1)?

IX

Qu'y a-t-il donc à faire pour une nation médiocrement douée par la nature, et qui ne veut pas être réduite « à ne « produire que des oranges », ou du claret et du cognac, si le phylloxera lui laisse même cette ressource? Elle n'a d'autre moyen de salut que d'établir sur les produits étrangers des droits d'importation au moins égaux à la quotité d'impôts, tant directs qu'indirects, dont les produits indi-

(1) Nous trouvons plus près de nous un autre exemple de la funeste influence qu'exercent sur un pays la perte de quelques-unes de ses cultures ou de ses industries, due soit à des fléaux naturels, soit à la concurrence inéluctable de procédés nouveaux ou de régions plus favorisées. On sait que le département de Vaucluse, enrichi autrefois par la garance, a vu cette culture ruinée par la fabrication de la garance artificielle extraite du goudron de houille, tandis que le phylloxera détruisait ses vignobles. Le compte-rendu du tribunal civil de première instance d'Orange expose les conséquences de ces désastres ainsi qu'il suit :

« Dans les observations générales sur le compte-rendu de l'année 1876, nous signalions les souffrances de l'agriculture dans le département de Vaucluse, leurs conséquences au point de vue des affaires et de leur importance, la nécessité de l'émigration pour une partie de la population agricole. Les événements ont malheureusement justifié nos tristes prévisions.

« Le dernier recensement a accusé une diminution de plus de huit mille âmes dans le département; et, malgré cela, les prix des journées de travail dans la campagne ont subi une réduction marquée.

« Le nombre des affaires civiles s'est abaissé de 86; les notaires ont reçu 515 actes de moins qu'en 1876... 2,494 de moins qu'en 1868 (5,776 en 1877 au lieu de 8,270 en 1868).

« Le nombre des affaires commerciales portées devant le tribunal est, au contraire, resté stationnaire... Cela tient à ce que ce chiffre ne peut plus décroître sans qu'il y ait anéantissement complet du commerce, les affaires commerciales ayant diminué, en effet, de plus de moitié depuis quelques années. »

gènes similaires sont grevés. Nous avons démontré dans la première partie de cet écrit qu'une telle mesure est rigoureusement conforme à la justice; que, en satisfaisant les intérêts du Trésor public et des producteurs, elle ne porte aucun préjudice aux consommateurs; qu'elle est pleinement approuvée par les plus hautes autorités de l'Économie politique; que la doctrine opposée, celle de la franchise d'impôts au profit des produits étrangers, est contraire à toute équité et se pare fausement de l'enseigne de la liberté. On ne saurait donc hésiter à établir des droits de douane compensateurs et en même temps fiscaux, puisqu'ils assurent les perceptions du Trésor soit sur les produits indigènes, soit sur les produits étrangers qui les remplacent. Nous avons vu que l'impôt grève les produits français d'une charge équivalant au moins à 30 p. 100 de leur valeur. C'est donc sur ce taux minimum que doivent être calculés les droits compensateurs, sans que jusque-là ils présentent aucun caractère de protection.

J.-B. Say pensait que les taxes douanières ne doivent pas dépasser la limite nécessaire pour balancer les charges intérieures dont sont grevés les produits indigènes. Mais c'est là une erreur, et, s'il est démontré que le taux ainsi fixé est insuffisant pour assurer l'existence de quelques industries importantes, surtout de celles qui sont nécessaires à la défense nationale, ce taux peut être dépassé, et le droit d'entrée doit revêtir un caractère franchement protecteur. « Ce qu'il y a de plus cher, disait avec raison M. Thiers, c'est d'être battu. » Or, le plus sûr moyen d'être battu dans une grande guerre, c'est de n'avoir ni forges pour fabriquer canons, affûts et projectiles et en renouveler rapidement les approvisionnements, ni fabriques de draps, de toiles et de cotonnades pour vêtir ses contingents, ni tanneries pour les chausser, ni chantiers particuliers de constructions navales pour suppléer ceux de l'État en cas d'urgence, ni marine commerciale pour re-

cruter les équipages de la flotte militaire. Quand même les surtaxes douanières établies pour assurer la conservation de ces industries dépasseraient l'équivalent des impôts intérieurs et maintiendraient une certaine surélévation des prix, il n'y aurait pas à s'en plaindre, car la nation ne fait ainsi qu'assurer sa sécurité et sa puissance par de modiques subventions accordées à certaines industries.

N'oublions pas qu'Adam Smith a formellement approuvé l'acte de navigation, comme le palladium de la puissance anglaise; que cet acte célèbre n'a été aboli qu'après qu'il a eu donné à l'Angleterre la domination des mers et l'empire du monde colonial, et lorsqu'il a été jugé désormais inutile au maintien de sa suprématie maritime; que, d'ailleurs, si l'Angleterre a renoncé à son grand acte de navigation, elle en a, en réalité, conservé trois cents petits, sous la forme des droits locaux d'ancrage, de phare, de pilotage et de quai établis dans ses nombreux ports de commerce, mais dont les navires attachés à ces ports sont exempts, ce qui rend illusoire la réciprocité accordée par traités aux autres nations. De plus, elle a maintenu l'interdiction de la culture du tabac et de la fabrication du sucre de betterave sur son territoire, dans le but d'assurer du fret à sa marine. Ainsi, en déployant d'une main le drapeau du libre-échange, l'Angleterre maintient de l'autre pour sa marine une protection habilement dissimulée.

L'agriculture est, comme l'industrie, fondée à réclamer des droits compensateurs, car elle paye aussi sa part d'impôts. Mais, comme cette part est beaucoup plus faible relativement à la masse de ses produits, que celle de l'industrie, ces droits peuvent être pour elle sensiblement moins élevés. On a vu plus haut que J.-B. Say les admettait même sur le blé, et il était pleinement dans le vrai. Nous savons que nous touchons là à une question brûlante, et que les libre-échangistes se font une arme redoutable de ce cri : « Le pain à bon marché ! » Mais, pour payer

la livre de pain 2 ou 3 centimes de moins pendant quelques années, il ne faut pas courir le risque de le payer beaucoup plus cher dans un avenir peut-être prochain, et même de n'en pas avoir du tout. Or, c'est à cela que l'on s'expose si, par l'avilissement des prix résultant de la concurrence étrangère, on décourage chez nous la culture des céréales et on en détermine l'abandon. Que notre production en blé tombe beaucoup au-dessous de notre consommation, et il suffira d'une mauvaise récolte dans l'un ou plusieurs des pays importateurs pour faire élever les prix sur nos marchés à des taux de famine. L'importation des blés a lieu surtout par mer. Or, une guerre maritime, en supprimant ou troublant gravement cette importation, pourrait nous placer dans une situation terrible. D'ailleurs, les bas prix des blés exotiques ne dureront pas toujours. Ces blés proviennent de contrées où la population s'accroît avec une extrême rapidité. Les besoins locaux y augmentant, le prix des subsistances s'y élèvera, la rente des terres se développera, et l'exportation des céréales cessera d'être possible. Alors, il nous faudra rétablir à grands frais cette culture abandonnée, et subir peut-être les plus rudes épreuves avant que la production indigène se soit remise en équilibre avec les besoins. Si donc l'établissement d'un droit modique sur les blés et farines exotiques est reconnu nécessaire pour conserver sur notre sol la culture des céréales, nos législateurs ne devront pas hésiter à l'établir.

La démonstration que nous venons de donner de la nécessité de droits compensateurs et, dans certains cas, protecteurs, fait en même temps ressortir la complication et la délicatesse des considérations qui doivent présider à la fixation de ces droits. Il faut se rendre un compte exact des conditions et des prix de revient des industries indigènes et des industries étrangères, évaluer la part d'impôts directs et indirects dont les produits sont grevés,

proportionner les tarifs de telle sorte qu'aucune industrie, aucune culture, ne soit sacrifiée aux autres ou injustement favorisée. Lorsque ces conditions sont remplies, nul n'est fondé à se plaindre, ni consommateur, ni producteur. En effet, si les prix des objets consommables sont maintenus un peu au-dessus du taux que déterminerait la concurrence étrangère, celui qui achète plus cher les produits de ses compatriotes vend aussi plus cher les siens propres, et, par là, personne n'est lésé. Le tarif devient donc une sorte de pacte national, par lequel tous les producteurs, qui sont aussi les consommateurs les uns à l'égard des autres, conviennent de se donner la préférence sur leurs rivaux étrangers, jusqu'à concurrence d'une certaine prime représentée par le droit de douane. Un tel pacte n'a rien que de légitime et d'équitable, quoi que puissent dire les libre-échangistes, surtout quand la prime établie ne dépasse pas l'équivalent des charges de l'impôt.

Sans doute, il est plus difficile d'établir les clauses de ce pacte que de rayer d'un trait de plume tous les droits de douane et de répéter incessamment, comme un Vert-vert bien appris : « *Libre-échange, — Bon marché, — Laissez faire, laissez passer.* » Mais toutes les bonnes lois sont difficiles à faire, et cette difficulté peut être résolue à l'aide des documents réunis dans les dernières enquêtes parlementaires, qui ont mis en lumière les conditions naturelles et les prix de revient de nos principales industries. Cette étude des prix de revient, ces investigations qui pénètrent jusqu'au cœur des faits, sont particulièrement odieuses aux libre-échangistes. Dans un récent article de la *Revue des Deux-Mondes*, M. Lavollée déclare cette recherche des prix de revient oiseuse, parce qu'ils diffèrent d'une usine à l'autre ; comme s'il n'était pas facile de constater, dans une région donnée, les conditions générales des usines les plus favorisées et, par conséquent, les prix de revient les moins élevés qui doivent servir de base

aux tarifs ! Objecte-t-on au journal *la République française*, qui s'est fait le défenseur le plus ardent de la politique commerciale de l'Empire, qu'il méconnaît les faits constatés par le rapport de M. Ancel au Sénat, il répond : « Pour nous, ces faits ne sont pas établis le moins du monde ; ils sont énoncés par des sollicitateurs intéressés, ce qui est très différent. D'ailleurs, ces faits fussent-ils établis, nous n'y verrions aucun motif de changer nos conclusions (1). » Or, ces faits, constatés par les hommes les plus compétents et les plus honorables, appuyés sur des bilans et des livres de commerce qui font foi en justice, démontraient, pour nos principales industries, l'impossibilité de soutenir la concurrence étrangère, à raison des charges fiscales et de la différence des conditions naturelles. Refuser de les discuter, y opposer une simple négation sans preuve, c'est faire l'aveu de son impuissance à les réfuter.

X

Avant de nous résumer et de conclure, il convient de répondre à deux arguments des libre-échangistes, de nature à faire illusion aux naïfs. Le premier consiste à soutenir qu'une nation ne peut subir de préjudice par suite des importations étrangères, parce que « LES PRODUITS SE PAYENT AVEC DES PRODUITS ». On a objecté avec raison à cet argument que les produits se payent aussi avec du numéraire, avec des titres de rente, d'obligations ou d'actions, qui sont des capitaux. Mais il y a une réponse plus péremptoire : c'est que les produits sont du capital suivant le titre auquel ils sont portés dans la comptabilité de leur possesseur. On peut donc payer des produits étrangers avec des produits indigènes, en mangeant son capital, en

(1) Numéro du 5 juin 1878.

subissant une perte réelle. Qu'un fermier ait recueilli 1,000 hectolitres de blé valant ordinairement 20 fr., soit 20,000 fr., après avoir avancé 15,000 fr. en frais de culture, fermage, etc. Ces 1,000 hectolitres de blé dans ses greniers sont un produit; mais ce produit représente pour 15,000 fr. un capital et pour 5,000 le profit du fermier, le fonds de consommation avec lequel il compte vivre. Que, par suite de l'importation subite d'une grande quantité de blés étrangers, le prix de l'hectolitre de blé tombe de 20 à 15 fr., les 1,000 hectolitres du fermier ne vaudront plus que 15,000 fr. Cependant, comme il faut qu'il vive, il vendra pour 5,000 fr. de blé à prix réduit et achètera d'autres produits qu'il consommera. Il aura bien payé ces produits avec son propre produit; mais il aura consommé 5,000 fr. sur son capital. Donc, ceux qui croient démontrer que les échanges avec l'étranger sont toujours avantageux, parce que « les produits se payent avec des produits », ne disent rien de pertinent. On peut parfaitement se ruiner en payant des produits avec des produits.

Cette ruine peut s'accomplir dans le commerce international sans que les agents de ce commerce subissent de pertes, et même en leur laissant des bénéfices. Un commissionnaire exportateur n'achète des produits pour les exporter que s'il y trouve un profit; mais le fabricant de ces produits est peut-être réduit à les lui vendre à perte, et c'est lui qui se ruine. D'un autre côté, le négociant importateur de produits étrangers ne les importe que parce qu'il trouve un avantage à les revendre; mais cette importation peut, par la baisse des prix et la mévente des produits similaires indigènes, amener la ruine des producteurs nationaux. Or, ces ruines particulières entraînent l'appauvrissement de la nation, car une nation n'est qu'une réunion d'individus, et prétendre qu'elle s'enrichit quand les individus qui la composent sont en perte, c'est reproduire cette mauvaise plaisanterie bien connue du

marchand qui perd sur chaque objet qu'il vend, mais se rattrape sur la quantité.

Enfin, quand même il serait démontré que les produits importés sont payés intégralement par des produits exportés, sans perte pour les producteurs, ce n'en est pas moins pour une nation une sérieuse cause d'appauvrissement et de faiblesse que de demander à l'étranger la presque-totalité des objets manufacturés qu'elle pourrait produire elle-même. Cette situation est tout à fait analogue à celle de certains pays désolés par un fléau que les économistes connaissent bien, et pour lequel ils ont créé un mot : l'*absentéisme*. Lorsque les propriétaires fonciers qui perçoivent la rente des terres, les rentiers et pensionnaires de l'État, les commanditaires des grandes entreprises industrielles vivent dans le pays d'où ils tirent leurs revenus et les y dépensent, ils alimentent par là le travail d'une nombreuse population et répandent le bien-être autour d'eux. Mais, quand ils abandonnent systématiquement ce pays et vont vivre ailleurs, alors cette population est privée de tous ces éléments de travail et tombe dans la misère. Le pays, abandonné par les bénéficiaires de son produit net, perd les avantages que procure la dépense de ce revenu sur place et se trouve dans la condition d'un État tributaire, qui doit chaque année envoyer une lourde contribution à l'étranger. Telle a été l'une des principales causes de la misère de l'Irlande. Or, si les classes riches et aisées d'une nation prennent l'habitude de ne consommer pour le vêtement, l'ameublement et les autres commodités de la vie que des produits étrangers, qui absorbent une large portion de leur revenu, le résultat est absolument le même que si une forte partie de ces classes émigrerait et allait consommer cette part de revenu au dehors. C'est l'*absentéisme* à l'intérieur, avec ses conséquences désastreuses pour le travail national et l'aisance générale.

Ces considérations ne sont qu'un corollaire du principe de la supériorité de l'échange intérieur sur le commerce extérieur, que l'on a vu plus haut être reconnu par les principaux économistes. Elles entraînent cette conséquence que si, dans la fixation des tarifs de douane, il se présente une opposition d'intérêts entre deux industries dont l'une trouve son principal débouché à l'intérieur et l'autre à l'extérieur, c'est la première qui doit être de préférence favorisée.

La seconde objection opposée au relèvement des droits de douane repose sur la nécessité de développer le commerce d'exportation. « La France, dit-on, ne présente pas un débouché suffisant à ses propres produits manufacturés. Il faut qu'elle en cherche au dehors, et, si elle élève ses tarifs à l'importation, les autres nations élèveront les leurs par représailles et lui fermeront leur marché. »

Nous avons déjà signalé l'erreur de ceux qui voient dans le développement du commerce extérieur le témoignage le plus assuré de la prospérité générale, et démontré combien est préférable l'accroissement de la consommation intérieure. Nous avons vu J.-B. Say déclarer que le progrès du commerce intérieur était le plus sûr moyen de favoriser le mouvement des exportations et des importations. Des faits éclatants, incontestables, sont venus prouver que, pour un pays placé dans les conditions de la France, les abaissements de tarifs douaniers, en jetant la perturbation dans l'industrie nationale, portent aussi un coup funeste à l'exportation. Il est, en effet, démontré par des chiffres irrécusables, que le commerce extérieur de la France suivait une progression beaucoup plus rapide avant les traités de commerce de 1860 que depuis leur conclusion, et que le ralentissement a principalement porté sur l'exportation des produits manufacturés français, tandis que l'importation des produits

manufacturés étrangers s'est accrue dans d'énormes proportions. Le tableau suivant, dû à M. du Mesnil-Marigny, fait voir que, si l'on retranche des totaux annuels de l'exportation des produits manufacturés français les totaux de l'importation des produits manufacturés étrangers, les excédants, qui représentent nos exportations réelles, non-seulement n'ont pas progressé de 1859 à 1869, mais ont, au contraire, diminué. Voici ce tableau, relevé sur les statistiques officielles :

	Exportation des produits fabriqués.	Importation des produits fabriqués.	Exportation réelle.
1850 . . .	799 millions	42 millions	757 millions
1860 . . .	1,428 —	58 —	1,370 —
1868 . . .	1,484 —	237 —	1,247 —
1869 . . .	1,639 —	271 —	1,368 —

Ainsi, de 1850 à 1860, sous l'empire de l'ancien tarif, les exportations réelles des produits manufacturés français ont doublé; de 1860 à 1869, sous le règne des traités de commerce, elles ont diminué. De 1,370 millions en 1860, elles sont tombées à 1,247 en 1868 et ne se relèvent qu'à 1,368 en 1869.

Ce mouvement rétrograde a continué depuis 1869. En effet, les exportations de produits manufacturés pendant l'année 1877, déduction faite des sucres, qui sont des matières alimentaires, ne se sont élevées qu'à 1,736,592,000 fr.

Les importations de produits manufacturés étrangers se sont élevées à. 450,456,000

L'excédant de nos exportations n'a donc été que de. 1,286,136,000
somme inférieure de 84 millions à l'excédant de 1860.

Remarquons, d'ailleurs, que notre exportation brute, qui, de 1850 à 1860, en dix ans, s'était élevée de 799 millions à 1,428, soit un accroissement de 629 millions, n'a progressé de 1860 à 1877, en dix-sept ans, que de 1,428 millions à 1,736, soit de 308 millions. Pendant cette dernière

période, l'importation des produits manufacturés étrangers est passée de 58 millions à 450, et a progressé ainsi de 770 p. 100. Ces chiffres démontrent avec évidence que les traités de commerce n'ont profité qu'à l'importation étrangère et qu'ils ont porté un coup fatal à l'exportation des produits manufacturés français.

Ce dernier fait s'explique par deux raisons. La première, c'est que l'industrie a besoin pour se développer d'une certaine sécurité, surtout dans un pays de moyennes fortunes et de capitaux disséminés, tel que la France. Elle a besoin de pouvoir compter sur un marché assez sûr et étendu, sur la perspective de quelques années prospères, et d'être garantie contre les crises subites et inattendues, que font naître dans d'autres pays des excès de production et de spéculation auxquels elle demeure étrangère. Les traités de commerce ont détruit ces conditions de sécurité et livré notre industrie au contre-coup des fautes et des folies de nos voisins. Sous l'influence de craintes trop bien fondées, les capitaux se sont éloignés de l'industrie; aucun établissement nouveau n'a été créé, ceux qui existent ne se sont pas développés, et cet axiome s'est accrédité dans les familles, qu'il ne faut engager dans l'industrie que l'argent que l'on peut perdre. Les hauts banquiers, les sociétés financières ont profité de cette stagnation pour appeler les capitaux inactifs dans les emprunts d'États étrangers, les chemins de fer sans avenir, les formations de nouvelles compagnies de Crédit, où ils n'ont trouvé le plus souvent que déceptions et ruine. Cette funeste direction imprimée aux capitaux, les énormes pertes qu'ils y ont subies, ont apporté de nouvelles entraves au développement de nos forces productives intérieures. De là est résulté le ralentissement de nos exportations, car, ainsi que l'a très bien vu J.-B. Say, c'est la prospérité du commerce intérieur qui produit celle du commerce extérieur.

La seconde raison, c'est que sous la pression de la concurrence étrangère, plusieurs de nos industries se sont laissé entraîner à des déviations regrettables dans leur goût et leurs procédés. Elles ont voulu lutter de bon marché avec les importations anglaises, belges, allemandes, et ce bon marché n'a pu être obtenu, comme chez nos rivaux, que par l'abaissement des qualités. Or, les conditions naturelles de notre pays ne lui permettent pas de lutter avantageusement avec ses voisins pour les basses qualités et les bas prix. Il ne peut se soutenir que par la loyauté, la solidité, la beauté et le bon goût de ses produits. Surcharger les cotonnades d'apprêt, les soieries de teinture, imiter la grossièreté et le mauvais goût des lainages anglais inférieurs, est une voie funeste au bout de laquelle on ne rencontre que la défiance et la perte de la clientèle étrangère. De nouveaux abaissements des droits de douane ne feraient qu'aggraver cette funeste tendance, malheureusement favorisée par les intermédiaires et les metteurs en œuvre qui, pour grossir leurs bénéfices, trouvent moyen d'imposer au public, au nom de la mode, ces détestables produits étrangers, dont le bas prix profite à eux seuls. Il est bon de couper court par un relèvement des droits à l'invasion de ces produits inférieurs, qui condamnent nos fabricants à les imiter pour leur disputer le marché intérieur, et leur font perdre, par l'abaissement des qualités et l'altération du bon goût, les débouchés extérieurs. Soyons les fournisseurs de ceux qui veulent du beau et du bon sans lésiner sur les prix. C'est le seul moyen de remettre notre commerce d'exportation dans la voie de développement rapide qu'il suivait avant 1860.

XI

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Il ne nous reste plus qu'à résumer les arguments par lesquels nous avons renversé la fausse théorie du libre-échange absolu, et réfuté les dernières objections qu'elle invoque pour défendre ses sophismes. Nous concentrerons ces arguments sous la forme de propositions et de corollaires, afin de rendre la chaîne du raisonnement plus perceptible au lecteur, sauf à lui à se reporter aux paragraphes précédents pour les développements nécessaires. Voici donc nos arguments dans leur ordre logique et sous leur expression la plus simple :

1° La doctrine du libre-échange invoque à tort le principe de liberté. La prohibition et les droits prohibitifs étant abandonnés, la liberté est désintéressée dans la question. Il ne s'agit que d'un impôt sur les importations, impôt aussi légitime que tout autre.

2° Le but réel que poursuivent les libre-échangistes, c'est la suppression des douanes, la franchise d'impôts au profit des produits étrangers.

3° Cette immunité est injuste et funeste aux intérêts généraux et particuliers.

Tous les produits indigènes sont grevés d'impôts directs ou indirects qui en élèvent le prix. Les produits étrangers, entrant en franchise, privent l'État des impôts qu'il aurait perçus sur les produits indigènes similaires qu'ils remplacent.

Le bénéfice pour les consommateurs est illusoire, car

ces impôts non perçus retombent fatalement sur les autres produits nationaux et en élèvent le prix.

4° Cette immunité est une iniquité à l'égard du producteur indigène, grevé en France d'impôts plus lourds que partout ailleurs.

5° Les charges qui pèsent sur les produits manufacturés en France s'élèvent à 30 p. 100 de leur valeur. C'est sur cette base que doit être calculé l'impôt douanier compensateur.

6° On accuse à tort les producteurs nationaux de prélever un impôt abusif sur les consommateurs. Comme ils n'ont aucun monopole, la concurrence intérieure réduit leurs bénéfices au taux moyen des profits.

7° Le véritable principe, c'est que tout produit, indigène ou étranger, doit l'impôt à l'État. Affranchir le produit étranger, c'est créer à son profit un injuste privilège.

8° L'égalité des produits devant l'impôt est admise par J.-B. Say. L'immunité des produits étrangers est une hérésie économique récente.

9° La distinction entre l'intérêt du consommateur et celui du producteur est chimérique. La production doit toujours précéder la consommation. On ne consomme que ce que l'on a produit, ou ce que d'autres ont produit pour vous. Le consommateur non producteur n'est donc qu'une infime exception.

10° Il est faux que les nations puissent être considérées comme les diverses provinces d'un même État, entre lesquelles la suppression des barrières douanières est, en général, avantageuse.

Les nations sont soumises à des charges inégales, qui modifient gravement les conditions de la production.

Elle sont souveraines entre elles, exposées aux terribles chances de la guerre. Tout doit donc être subordonné à la sauvegarde de leur existence et de leur indépendance. De là, nécessité de conserver certaines industries essen-

tielles à la défense, même dans des conditions d'infériorité quant aux prix.

11° La conséquence inévitable et reconnue de l'application du libre-échange, c'est d'anéantir les cultures et les industries placées dans des conditions naturelles d'infériorité, et de maintenir seulement celles qui possèdent des avantages supérieurs.

De là, résultent trois questions non résolues par les libre-échangistes, savoir : 1° La destruction des industries de la première catégorie sera-t-elle compensée par le développement de celles de la seconde? — 2° Une nation qui se restreint aux industries où elle excelle obtiendra-t-elle un produit total aussi considérable que si elle cultivait aussi celles où elle n'occupe qu'un rang secondaire? — 3° Quel sera le sort d'une nation qui n'excelle en rien, mais est la seconde ou la troisième en tout?

12° Sur les deux premières questions, le raisonnement et les faits donnent une réponse négative quand il s'agit de nations anciennement civilisées et confinées sur un étroit territoire complètement cultivé. L'application du libre-échange doit y amener la diminution du produit brut total et de la population.

La réponse n'est affirmative que dans deux cas : 1° Si la nation considérée possède des territoires vastes et fertiles, encore incomplètement habités; — 2° si elle est douée d'avantages naturels qui lui assurent une supériorité prononcée dans les grandes industries dont le débouché est illimité.

13° Sur la troisième question, qui est le cas de la France; le résultat inévitable sera la destruction successive de toutes les industries, la suppression ou la réduction des cultures exigeant de fortes avances et beaucoup de main-d'œuvre, notamment de celles des céréales; une énorme réduction du produit total annuel, la diminution progressive de la population.

14° C'est une chimère de compter sur le développement de l'agriculture pour compenser les pertes de l'industrie et ouvrir de nouveaux débouchés à la population. La concurrence de régions neuves et fertiles a pour effet inévitable de ramener l'agriculture d'un vieux pays aux cultures les moins coûteuses et de réduire sa population agricole. Les exemples de l'Angleterre, de la Grèce et de l'Italie anciennes sont l'éclatante démonstration de cette loi.

15° Une nation prospère surtout par le développement de la production, de la consommation et de l'échange à l'intérieur. Le commerce extérieur n'a qu'une importance secondaire. C'est une vérité établie par les faits, par le raisonnement et reconnue par tous les grands économistes.

Le développement des importations et des exportations n'est nullement la mesure de la prospérité d'une nation. Il peut, au contraire, coïncider avec son appauvrissement réel et sa dépopulation.

C'est donc folie que de sacrifier la production et l'échange intérieurs à l'accroissement du commerce extérieur.

16° Un pays placé dans les conditions de la France ne peut conserver sa prospérité intérieure et son rang dans le monde que par le maintien de droits de douane compensateurs, c'est-à-dire au moins égaux aux charges dont les produits indigènes sont grevés par l'impôt, ce qui n'est que l'application d'une rigoureuse justice. Ces droits doivent, au besoin, devenir protecteurs pour les industries essentielles à la défense nationale.

17° L'axiome : « Les produits se payent avec des produits, » ne prouve rien. On se ruine quand on paye des produits destinés au fonds de consommation avec des produits faisant partie du fonds capital, ou quand les produits étrangers importés amènent la chute des industries indigènes.

18° Les traités de commerce et l'abaissement des droits ne favorisent pas l'exportation des produits manufacturés français; cette exportation, qui se développait rapidement avant 1860, n'a fait que rétrograder depuis lors, et nous en avons expliqué les raisons.

Nous avons démontré les erreurs fondamentales de la théorie du libre-échange absolu, telle que la professent l'école de Manchester et les affiliés du Cobden-Club. Nous lui avons arraché ce masque de liberté, derrière lequel se cache, en réalité, le privilège au profit du producteur étranger. Nous avons prouvé qu'elle n'a nullement le caractère d'une vérité scientifique générale et absolue, comme le prétendent ses promoteurs; qu'elle n'est avantageuse que pour certains états sociaux et certaines conditions économiques spéciales; que, dans les autres cas, notamment pour la France, elle est de tout point fausse et funeste; que son application aurait pour effet inévitable la diminution de la somme des produits bruts de notre sol et de notre industrie, et un nouveau dépérissement de notre population déjà si tristement stationnaire. Enfin, nous avons fait voir que cette doctrine n'est nullement conforme aux vraies traditions de la science économique qui, par l'organe de J.-B. Say, admet formellement les droits compensateurs, même sur les denrées agricoles.

Nous avons donc la confiance que les assemblées républicaines sauront nous soustraire à la domination de cette doctrine exotique, qui n'a été intronisée parmi nous que par un coup de tête de l'arbitraire impérial, semblable à ceux qui nous ont valu l'expédition du Mexique et la fatale guerre de 1870. Entourés d'ennemis avoués ou secrets, abandonnés au jour du malheur par ceux pour qui nous avons prodigué notre sang et nos millions, sachons reprendre notre indépendance commerciale, défendre nos cultures et nos industries par des tarifs équitable-

ment combinés, et rendre ainsi aux capitaux la confiance qu'ils n'avaient plus dans les emplois à l'intérieur. Ces sages mesures seront, n'en doutons pas, pour notre patrie si éprouvée, le point de départ d'une nouvelle ère de prospérité.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<u>AVANT-PROPOS</u>	<u>I</u>

PREMIERE PARTIE

LA QUESTION DE DROIT ET D'ÉQUITÉ

SOMMAIRE

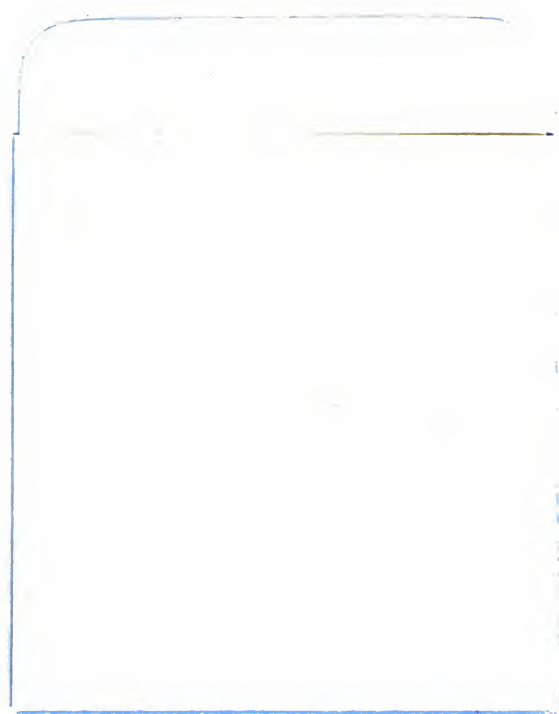
<u>Doctrines en présence. — La liberté invoquée à tort. — Influence de l'impôt sur les prix. — Effets de l'immunité des produits étrangers. — Lésion du trésor public. — Bénéfice illusoire du consommateur. — Ruine du producteur. — Les traités de commerce et le libre-échange absolu condamnés par J.-B. Say . . .</u>	<u>1</u>
--	----------

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION D'INTÉRÊT NATIONAL

SOMMAIRE

<u>Identité du consommateur et du producteur. — Nécessités de l'indépendance et de la défense nationales. — Conséquence du libre-échange, destruction de nombreuses industries. — De là trois questions non résolues par les libre-échangistes. — Examen de ces trois questions. — Application à la France. — Réponse aux objections.</u>	<u>21</u>
<u>RÉSUMÉ ET CONCLUSION</u>	<u>77</u>





3 1951 002 093 125 8

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

ÉTUDES SUR LA CIRCULATION ET LES BANQUES. 1 volume
grand in-18. 3 fr. 50

HISTOIRE DU COMMUNISME ou Réfutation historique des utopies socialistes. *Couronné par l'Académie française*, 5^e édition, 1 volume grand in-18. 3 fr. 50

HISTOIRE DE LA SOUVERAINETÉ ou Tableau des institutions et des doctrines politiques comparées. 1^{re} partie : L'ANTIQUITÉ. 2^e édition, 1 vol. grand in-8° 7 fr. 50

Ce volume renferme une étude approfondie sur les derniers temps de la République romaine, le rôle de César, la fondation et les phases successives de l'Empire.



UNIVERSITY OF MINNESOTA



3 1951 P01 104 516 9